

Diviser pour mieux régner : le gouvernement multiplie les campagnes racistes

A bas les attaques contre les retraites ! A bas la loi sur la burqa !

Nous reproduisons ci-après la présentation, revue pour publication, de notre camarade Dominique Arezki lors du meeting de la LTF à Paris le 30 mars.

* * *

Depuis l'été 2008 la planète est dévastée par la pire crise économique depuis celle de 1929. Cela se traduit par des millions d'ouvriers licenciés, à commencer par ceux dont les emplois sont les plus fragiles : les intérimaires, les femmes et autres précaires. Les attaques contre la classe ouvrière vont redoubler (comme le plan d'austérité en Grèce le montre). En France la crise économique s'est traduite par la perte de centaines de milliers d'emplois (officiellement 700 000 chômeurs de plus en 2009), malgré des luttes de la part de la classe ouvrière, dont certaines emblématiques comme à Continental. Maintenant que les élections sont passées les attaques vont redoubler, la plus grande en préparation portant sur les retraites.

Non au « front populaire » ! Pour l'indépendance de classe du prolétariat !

Avec sa victoire aux dernières élections, le « front populaire », c'est-à-dire l'alliance de partis de la classe ouvrière avec des partis bourgeois, voit sa route se dégager pour les prochaines élections présidentielles de 2012. Le MoDem vient d'exploser en vol. Pour le

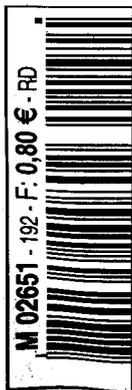


AFP/Fred Tanneau

Rennes, 23 mars : Manifestation pour l'emploi, les salaires et les retraites.

PS, qui se déchirait depuis trois ans face au dilemme « aller ou ne pas aller avec le MoDem », cette option est maintenant écartée. Depuis les années 1930, l'ossature des fronts populaires avait été le PC avec la social-démocratie et les radicaux. L'effondrement du PC fait que l'ossature du prochain front populaire devrait être le PS et les Verts, un parti bourgeois, avec le Front de gauche comme roue de secours sur le côté gauche.

Le front populaire est en France le mécanisme traditionnel de la collaboration de classes. Les partis de la bourgeoisie dans le front populaire n'ont pas besoin d'être numérique-



Une capitulation devant l'impérialisme US
Nous répudions notre position
sur le tremblement de terre en HaïtiPage 3

ment importants pour lui donner sa nature bourgeoise : la classe ouvrière se trouve enchaînée à la bourgeoisie à travers le bloc de front populaire dont font partie ses directions. Dans les années 1930 le PCF s'était caché derrière ses partenaires de bloc bourgeois pour prétendre que son propre programme réformiste était dû à la nécessité de préserver l'alliance avec ces bourgeois soi-disant « progressistes ». De nos jours les réformistes rejettent ouvertement la perspective d'une révolution ouvrière ; ils n'ont plus besoin de cacher derrière quiconque leur programme de gestion du capitalisme, mais ils continuent de bafouer l'indépendance politique de la classe ouvrière en contractant systématiquement des alliances de front populaire avec des partis bourgeois. Lénine définissait ce genre de partis comme des « *partis ouvriers-bourgeois* » parce que ces partis, se basant sur la classe ouvrière, notamment à travers la bureaucratie syndicale, ont une direction et un programme procapitalistes.

Trotsky disait du front populaire qu'« *il n'existe pas de crime plus grand* » pour un parti ouvrier. L'expérience historique montre que ces alliances démobilisent et démoralisent la classe ouvrière et conduisent toujours à la défaite. Le Front populaire de 1936 en France a permis à la bourgeoisie de sauver sa peau ; alors que le pays était paralysé par une grève générale et que les usines étaient occupées, ce qui posait la question du pouvoir, le front populaire, et en particulier le PC, a fait reprendre le travail à la classe ouvrière en échange des congés payés et de quelques autres acquis ; trois ans plus tard le PCF était interdit, et l'année suivante le parlement dont avait été issu le front populaire votait tous les pouvoirs à Pétain. Vous pouvez aussi lire dans le numéro actuel de *Spartacist* l'article sur la guerre civile espagnole qui explique comment le front populaire a conduit la classe ouvrière d'Espagne à la défaite.

La lutte intransigeante contre le front populaire, pour l'indépendance de classe du prolétariat, est un principe de base du programme trotskyste. Cela commence par le refus de donner la moindre voix non seulement au front populaire dans son ensemble mais y compris à tout parti ouvrier qui y participe. Si la Révolution russe de 1917 a pu gagner, c'est parce que le Parti bolchévique a mené une lutte féroce contre le collaborationnisme de classe, contre le gouvernement provisoire, qui était un gouvernement de coalition entre des capitalistes et les partis réformistes de l'époque, à savoir les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. La classe ouvrière russe, en reprenant les mots d'ordre bolchéviques demandant que leurs directions rompent avec les capitalistes, a compris rapidement que ses directions voulaient rester avec les capitalistes. C'est dans cette lutte que les ouvriers ont rompu avec elles et ont rejoint les bolchéviques, entraînant à leur suite les

soldats et les paysans pour aller vers la prise du pouvoir. C'est cette tradition que nous continuons en luttant contre la collaboration de classes et ceux qui la pratiquent, c'est-à-dire nos opposants réformistes, du PS au PCF, au NPA (Nouveau Parti anticapitaliste) et à LO (Lutte ouvrière). Ceux-ci cherchent à donner un visage plus « humain » au capitalisme.

On a pu voir clairement ce réformisme dans le Limousin lors des dernières élections. Le NPA était sur des listes avec le PC et le Parti de gauche (PG). Ayant eu plus de 10 %, le PC/NPA a demandé au PS de fusionner les listes, revendiquant un élu pour le NPA. C'est seulement parce que le PS a refusé que NPA/PC/PG se sont maintenus. *L'Humanité* du 23 mars a largement cité Christian Audouin, le chef de file du bloc PCF/NPA/PG : « *Pour Christian Audouin, cette situation inédite "va se traduire par un changement de climat dans l'assemblée régionale". Et notamment dans la manière dont les élus du Front de gauche élargi entendent "conjuguer (leur) autonomie et (leur) responsabilité politique en toutes circonstances". "Nous ferons front en permanence contre la droite, en ne négligeant jamais la possibilité de marquer des points, mais il est tout aussi clair que nous resterons autonomes et libres vis-à-vis du PS."* » Entre le PCF et le NPA il y a politiquement une feuille de papier à cigarette. Ils sont d'ailleurs plus utiles au PS en lui prêtant un soutien à gauche tout en restant autonomes, qu'en se fondant simplement dans la liste PS. Vous pouvez lire le supplément que nous avons publié à l'occasion de la création du NPA et qui reproduit l'article « *Genèse du pablisme* » (supplément au *Bolchévick* n° 186, février 2009). Depuis longtemps la LCR avait un programme réformiste, mais, avec le NPA, cette organisation rejette officiellement le trotskysme, le léninisme et le communisme.

Quant à LO, ils se sont présentés comme de vrais « communistes » dans leur campagne électorale. Mais pour le second tour ils ont appelé leurs électeurs à s'abstenir... ou à voter pour une « *liste de gauche* » (*Lutte Ouvrière*, 19 mars). En d'autres termes ils ont encouragé leurs partisans à considérer le front populaire comme un choix valable, y compris en Languedoc-Roussillon où PC, NPA et, donc, en partie LO ont voté pour le populiste raciste Georges Frêche.

A bas les attaques contre les retraites !

Le système capitaliste est basé sur l'exploitation des ouvriers. Les capitalistes achètent la force de travail d'un ouvrier, mettons pendant 35 heures par semaine, pendant lesquelles cet ouvrier produit davantage de richesses que celles qu'il peut consommer avec son salaire direct et indirect. La différence, c'est le profit qu'empochent les patrons. De par sa place dans la production, parce que par exemple dans la grève elle coupe le robinet du profit, la classe ouvrière est la seule à avoir la puissance sociale pour renverser ce système.

Les capitalistes se trouvent devant la nécessité permanente de chercher à augmenter, ou empêcher la chute, du taux de profit, sous peine de se voir eux-mêmes absorbés par leurs concurrents ou mis en faillite par les banques. Il y a de ce fait une lutte permanente entre la classe des ouvriers et celle des capitalistes. Les réformistes ont pour politique de chercher à renégocier la part des travailleurs, les révolutionnaires au contraire veulent abolir tout le système d'exploitation en prenant le pouvoir pour exproprier les capitalistes et établir une économie planifiée internationale.

La direction actuelle des syndicats a pour rôle d'imposer la paix de classe, de canaliser la lutte de classe. Ce qui

Suite page 16

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José

Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier

Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévick est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000 €. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0713 P 11506. Distribué par les NMPP.

Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Déclaration du Comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Nous répudions notre position sur le tremblement de terre en Haïti

Une capitulation devant l'impérialisme US

Workers Vanguard, le journal de la Spartacist League/U.S., a commis dans ses articles sur le tremblement de terre en Haïti une trahison du principe fondamental de l'opposition à son « propre » gouvernement impérialiste. Ces articles ont justifié la présence des troupes impérialistes américaines en la présentant comme essentielle pour fournir une aide humanitaire, et ont de plus polémique contre la position de principe correcte qui était d'exiger le retrait immédiat de ces troupes. Cette ligne a été reprise dans la presse de plusieurs autres sections de la Ligue communiste internationale (LCI), devenant ainsi *de facto* la ligne de la LCI. Si nous ne donnions pas une explication et ne faisons pas de correction publiquement, nous serions très loin sur la voie de notre destruction en tant que parti révolutionnaire. **Dès le début, la seule position révolutionnaire internationaliste était d'exiger le retrait d'Haïti de toutes les troupes des Etats-Unis et de l'ONU !**

Dans notre article publié dans *Workers Vanguard* n° 951 (29 janvier, reproduit dans *le Bolchévik* n° 191, mars) figurait l'affirmation abrupte suivante, réitérée dans les numéros ultérieurs :

« L'armée des Etats-Unis est la seule force sur le terrain qui a la capacité (camions, avions, bateaux...) d'organiser le transport du peu de nourriture, d'eau, de matériel médical et autres qui arrivent jusqu'à la population d'Haïti. Et elle le fait de la manière brutale et grossière qui caractérise l'impérialisme américain. Nous nous sommes toujours opposés aux occupations par les Etats-Unis et l'ONU en Haïti et ailleurs – et il pourra devenir nécessaire d'appeler au retrait d'Haïti des troupes US et de l'ONU dans un avenir proche – mais nous n'allons pas appeler à l'arrêt du peu d'aide que les masses haïtiennes désespérées peuvent recevoir. »

Le Comité exécutif international de la LCI répudie cette trahison de notre programme révolutionnaire. Comme l'affirme la Déclaration programmatique de la SL/U.S. : « *Nous sommes inconditionnellement opposés à toutes les interventions militaires américaines – et aux bases militaires américaines – à l'étranger, et nous défendons les pays coloniaux, semi-coloniaux et les autres petits pays moins développés qui subissent les agressions et les embargos des USA et de l'ONU.* »

Même quand nous avons fini, très tardivement, par appeler au « *retrait immédiat de toutes les troupes des USA et de l'ONU* », dans *Workers Vanguard* n° 955 (26 mars), nous avons continué à esquiver et à rejeter le principe de l'opposition à l'occupation impérialiste américaine d'Haïti, un pays néocolonial. De plus, cet article contenait l'affirmation suivante : « *Comme nous l'expliquions dans notre article "L'horreur du tremblement de terre en Haïti : impérialisme, racisme et famine"* (*Workers Vanguard* n° 951, 29 janvier), *si nous n'étions pas pour que l'armée US intervienne en Haïti, nous n'allions pas non plus exiger, juste au len-*

demain de cette terrible catastrophe naturelle, le retrait immédiat de forces, quelles qu'elles soient, qui apportaient le peu d'aide que les masses haïtiennes peuvent recevoir. » En fait, notre premier article n'avait pas clairement déclaré que nous n'étions pas pour que l'armée US intervienne, et il ne désignait même pas par son nom la prise de contrôle du pays par l'armée US.

L'invasion militaire américaine avait pour objectif de redonner une apparence « humanitaire » à l'impérialisme US gorgé de sang. Il visait également à assurer le contrôle militaire américain sur Haïti et à réaffirmer la domination de l'impérialisme américain sur la Caraïbe, y compris contre des rivaux impérialistes comme la France. En ne nous opposant pas à cette invasion, nous n'avons pas non plus tenu compte du danger spécifique que celle-ci représentait pour l'Etat ouvrier déformé cubain (ainsi que pour le régime bourgeois nationaliste-populiste d'Hugo Chávez au Venezuela). Nous avons accepté la ligne de Washington, pour qui l'acheminement de l'aide était inextricablement lié à la prise de contrôle du pays par l'armée US ; nous avons ainsi contribué à accréditer le mythe colporté par l'administration démocrate d'Obama que c'était une mission « humanitaire ». Notre affirmation qu'« *il pourra devenir nécessaire d'appeler au retrait d'Haïti des troupes US et de l'ONU dans un avenir proche* » (souligné par nous) revenait à donner un soutien conditionnel à l'intervention militaire US. Comme le disait un de nos camarades dirigeants, la seule différence entre la position que nous avons prise et le 4 août 1914, quand les sociaux-démocrates

Port-au-Prince, Haïti : des soldats américains s'en prennent à un homme lors d'une distribution de tickets de rationnement.



Reuters

allemands avaient voté les crédits de guerre du gouvernement impérialiste allemand au début de la Première Guerre mondiale, c'est que ce n'était pas une guerre.

Ce faisant, nous avons vidé de tout son contenu internationaliste révolutionnaire la théorie de la révolution permanente de Trotsky, qui lie la lutte pour la libération sociale et nationale à la lutte pour le pouvoir d'Etat prolétarien, à la fois dans les pays néocoloniaux et dans les pays plus avancés. Cela signifie enseigner au prolétariat en Amérique du Nord, et au niveau international, que son intérêt de classe consiste à prendre activement fait et cause pour la lutte contre la domination impérialiste sur Haïti. Au lieu de cela, nos articles faisaient l'inverse en colportant des illusions dans la « démocratie » impérialiste US, présentée comme le sauveur du peuple haïtien. Nous avons rien moins que fait écho à Barack Obama, alors que celui-ci expédiait à Haïti des unités de combat impérialistes, dont des éléments de la 82^e Division aéroportée ainsi qu'une unité expéditionnaire des Marines. On peut douter que nous aurions aussi facilement adopté une telle position si l'administration républicaine de Bush était toujours à la Maison Blanche.

Dans leur dernier article, « Les contorsions de la SL sur Haïti » (*Internationalist*, avril), les centristes de l'Internationalist Group (IG) écrivent : « Si le soutien à l'occupation impérialiste n'est qu'un petit pas à faire pour les réformistes, qui cherchent seulement à modifier les politiques impérialistes et non à abattre le système impérialiste, dans le cas de la SL/LCI cela devrait être plus dur à digérer. » C'est effectivement le cas. Pour sa part, l'IG a abordé le tremblement de terre comme une ouverture pour la révolution en Haïti : « Ce prolétariat petit mais combatif peut se placer à la tête des masses des pauvres urbaines et rurales en cherchant à organiser leur propre pouvoir, en particulier aujourd'hui où l'appareil de l'Etat capitaliste est largement [enterré] sous les décombres, en plus de quelques bandes de policiers maraudeurs » (« Haïti : Solidarité ouvrière, oui ! Occupation impérialiste, non ! », site web de l'IG, janvier).

Au lieu de simplement mettre en évidence les fantasmes tiers-mondistes de l'IG, nos polémiques ont été centrées sur une apologie empressée de l'intervention militaire impérialiste américaine, une position à la droite de l'IG. Ces avocats centristes du nationalisme du tiers-monde ont tout à fait à juste titre qualifié notre position de « social-impérialiste » – socialiste en paroles, en soutien à l'impérialisme dans les faits. C'est une pilule dure à avaler. C'est seulement en dénonçant impitoyablement notre ligne que nous pourrions éviter l'alternative, qui est de suivre la voie qui a conduit les fondateurs de l'IG à faire défection de notre organisation pour se mettre à la remorque de forces étrangères au prolétariat, parmi lesquelles, dans le cas de l'IG, des débris de la bureaucratie stalinienne qui s'étaient vendus à la contre-révolution impérialiste en RDA, des nationalistes latino-américains et des bureaucrates syndicaux avec un discours de gauche.

Dans ses polémiques contre l'IG, *Workers Vanguard* a fait un mauvais usage de l'autorité du dirigeant révolutionnaire Léon Trotsky pour chercher à justifier son soutien à une occupation impérialiste. Dans son article de 1938 « Apprendre à penser », Trotsky disait qu'il ne fallait pas toujours mettre un signe moins là où la bourgeoisie mettait un signe plus. Il faisait référence non pas à une force d'occupation militaire mais à des situations où un gouvernement impérialiste pourrait envoyer une aide militaire à des combattants anticolonialistes. En outre, l'exemple évoqué par Trotsky dans cet article, où des ouvriers fraternisaient avec une armée appelée pour combattre

un incendie, ne s'applique manifestement pas à une situation comme Haïti, où les soldats impérialistes américains ont envahi un pays néocolonial, un acte auquel *les léninistes s'opposent de façon inconditionnelle, par principe*.

Cependant, les révolutionnaires n'entretiennent pas non plus d'illusions dans l'aide non militaire que des gouvernements impérialistes peuvent fournir. En réagissant à l'invasion impérialiste américaine d'Haïti après le tremblement de terre, nous aurions été bien inspirés de considérer la position de notre section australienne en 2005, en réponse à l'intervention impérialiste pour apporter de l'« aide » en Indonésie, en particulier à la province sécessionniste d'Aceh, après le tsunami. Un article d'*Australasian Spartacist* (n° 190, automne 2005) intitulé « Les impérialistes australiens exploitent la catastrophe du tsunami » exigeait le « retrait immédiat d'Aceh des soldats et des flics australiens et de tous les soldats et flics impérialistes ! », et dénonçait les programmes d'aide impérialistes. Il soulignait que « quels que puissent être les avantages à court terme que certains d'entre eux peuvent apporter à un nombre restreint de peuples opprimés », ces programmes d'aide « visent toujours à renforcer l'assujettissement néocolonial des masses du tiers-monde ».

La « politique du possible »

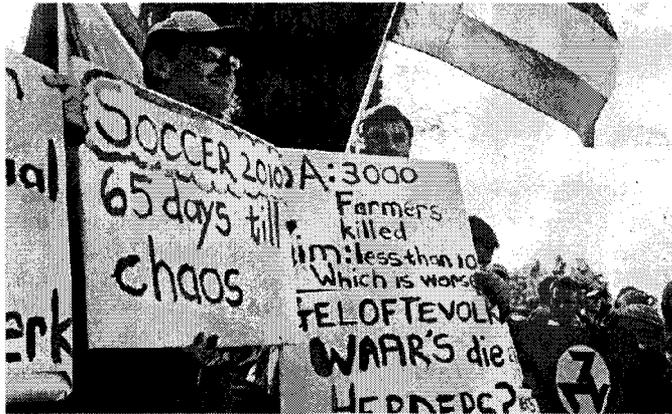
Depuis la naissance de notre tendance, en tant qu'opposition de gauche à l'intérieur du Socialist Workers Party au début des années 1960, nous avons toujours su que l'isolement national finirait à brève échéance par détruire toute formation subjectivement révolutionnaire, à plus forte raison si elle subissait les pressions liées au fait d'opérer aux Etats-Unis, le cœur de l'impérialisme mondial. L'internationalisme révolutionnaire authentique signifie une collaboration internationale disciplinée, sans laquelle nous ne pouvons pas réussir à contrebalancer la puissante attraction de l'opportunisme nationaliste.

Embellir l'intervention impérialiste américaine est allé de pair avec l'abrogation du centralisme démocratique international. Le rôle de la propagande, comme échafaudage d'un parti révolutionnaire, est de publier *la ligne du parti, telle qu'adoptée par la direction du parti au moyen de discussions et de motions*. Avant de faire imprimer que nous étions contre l'appel au « retrait des troupes d'Haïti », le bureau politique de la SL/U.S. et le secrétariat international (SI, l'organe administratif du CEI résidant dans notre centre international) ont renoncé à leurs responsabilités en ne mettant pas en place une discussion organisée et un vote, et en déterminant au lieu de cela notre ligne par des consultations informelles. Toutefois, une fois cette ligne publiée dans *Workers Vanguard*, elle a été reprise dans la presse de nombreuses autres sections de la LCI, ce qui indiquait qu'il y avait au départ peu de désaccord.

Le SI a finalement voté, lors d'une réunion le 18 mars, d'appeler au retrait immédiat des troupes des USA et des Nations Unies. Toutefois, les motions adoptées lors de cette réunion, et qui ont fourni la base pour l'article publié dans *Workers Vanguard* n° 955, réaffirmaient que « nous avons raison de ne pas appeler au retrait des troupes américaines au lendemain immédiat du tremblement de terre ». En affirmant que « les circonstances exceptionnelles qui prévalaient il y a deux mois n'existent plus », ces motions continuaient aussi à insister que la défense conditionnelle de l'invasion militaire US était correcte dans la conjoncture immédiate d'une catastrophe naturelle. De plus, tout en critiquant la formulation que l'armée US était la seule force sur le terrain qui possédait la capacité d'acheminer l'aide, les motions du SI n'exigeaient

Suite page 15

Après la mort du fasciste Terre'Blanche L'oppression des Noirs dans l'Afrique du Sud du néo-apartheid



AP Reuters
Ventersdorp, Afrique du Sud, 6 avril : devant le tribunal où les ouvriers agricoles accusés d'avoir tué Terre'Blanche doivent comparaître, des racistes blancs menacent la population noire de représailles, tandis que des manifestants noirs expriment leur solidarité avec les inculpés.

Pour un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs !

L'article ci-dessous a été écrit par nos camarades de *Spartacist South Africa*.

* * *

Johannesburg – Eugene Terre'Blanche, le dirigeant du mouvement fasciste blanc Afrikaner Weerstandsbeweging (Mouvement de résistance afrikaner – AWB), aurait été tué par ses deux employés noirs, dont l'un est âgé de 15 ans. Sa mort a exacerbé les tensions raciales entre Noirs et Blancs à un niveau sans précédent au moins depuis l'assassinat en 1993 de Chris Hani, un dirigeant du Parti communiste sud-africain (SACP). Terre'Blanche a été tué le samedi 3 avril dans sa ferme de Ventersdorp, dans la province du Nord-Ouest, suite à une altercation sur des arriérés de salaires qu'il devait aux deux employés, des salaires n'excédant pas 300 rands (30 euros) par mois. Le plus vieux des deux employés, âgé de 28 ans, affirme qu'ils ont agi en état de légitime défense.

Les racistes afrikaner d'extrême droite, la bourgeoisie majoritairement blanche, ses porte-parole dans les médias bourgeois et les dirigeants de l'Alliance tripartite capitaliste au pouvoir – le Congrès national africain (ANC), le SACP et le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) – ont eu des réactions allant de l'indignation et des menaces de représailles à la condamnation du meurtre accompagnée d'éloges posthumes de Terre'Blanche et d'appels au « calme ». (Le gouvernement redoute particulièrement des articles défavorables dans la presse internationale à la veille de la Coupe du monde de football.) C'est pourquoi le président Jacob Zuma est intervenu à la télévision le lendemain de la mort de Terre'Blanche pour déplorer de façon choquante la disparition d'« un dirigeant de cette envergure ». Le SACP, partenaire de Zuma dans le front populaire nationaliste, a repris à son compte les appels au « calme » de Zuma et s'est déclaré « désolé et choqué » par la mort de Terre'Blanche dans un

communiqué misérable publié le 5 avril et intitulé « Nos condoléances à la famille Terre'Blanche ».

La majorité des masses noires a au contraire appris la mort de ce partisan de la suprématie blanche avec joie et soulagement, mais aussi avec la crainte de réactions violentes de la part des fermiers racistes et autres Blancs. Contrairement au SACP, qui qualifie d'assassins les ouvriers agricoles inculpés et réclame de « son » gouvernement capitaliste qu'il « agisse promptement » pour les châtier, nous défendons le droit des ouvriers agricoles et des autres travailleurs à l'autodéfense, qui est une question de vie ou de mort vu les agressions racistes régulièrement perpétrées par leurs patrons. **Libération des inculpés ! Levée de toutes les inculpations !**

Cette bipolarisation raciale montre la faillite complète du projet de « construction de la nation » de l'alliance ANC-SACP-COSATU et elle fait ressortir à quel point les discours de celle-ci sur la « nation arc-en-ciel » et le « non-racialisme » ne sont qu'une sinistre mascarade.

Une toute petite partie de la population blanche majoritairement de langue afrikaner, principalement composée de fermiers, avait rejeté en 1994 l'accord de « partage du pouvoir » entre l'Alliance tripartite dirigée par l'ANC de Nelson Mandela et le gouvernement de la minorité blanche emmené par le Parti national de F.W. De Klerk. Ils avaient opté pour la lutte pour une république réservée aux Blancs où ils pourraient se gouverner eux-mêmes à l'intérieur d'une Afrique du Sud à majorité noire. C'est le programme de l'AWB de Terre'Blanche. Ces fermiers racistes ont refusé non seulement l'accord politique de 1994, mais aussi d'appliquer les lois visant à améliorer les conditions de quasi-esclavage des ouvriers agricoles noirs travaillant dans leurs fermes. Ces travailleurs se voient dénier le droit d'adhérer à un syndicat ou même de voter. Quand ils décèdent, les fermiers refusent d'autoriser leur famille à les enterrer sur les terres où ils ont

travaillé toute leur vie, de peur que ces tombes soient utilisées un jour comme argument à l'appui de revendications sur les terres. Les tombes existantes sont souvent délibérément détruites par ces fanatiques racistes. Plus d'un million d'ouvriers agricoles ont été chassés des fermes dans la plus totale impunité depuis l'avènement de l'Afrique du Sud capitaliste de néo-apartheid en 1994.

Parmi les atrocités infligées aux ouvriers agricoles, on peut citer : se faire tirer dessus parce qu'on a été « confondu » avec des chiens, des babouins ou des phacochères, être traîné derrière un 4x4 sur une route goudronnée jusqu'à l'arrachement de morceaux de chair, être jeté vivant dans une fosse aux lions ; la liste est sans fin. La semaine qui a suivi la mort de Terre'Blanche, sept ouvriers agricoles noirs ont eu en représailles le crâne fracassé à coups de barre de fer par leur employeur, simplement parce qu'ils étaient noirs. Non loin de Ventersdorp, une jeune femme noire a été sauvagement violée – toujours en représailles – par son employeur, Henning Buys. Celui-ci a été libéré contre une caution de 1 000 rands seulement, et sans que la police locale ait prélevé un échantillon de sang. Les ouvriers agricoles noirs vivent toujours l'enfer des rapports de type esclavagiste que continuent à leur imposer leur employeur, 16 ans après la naissance de la « nouvelle » Afrique du Sud.

La réaction des Noirs et des Blancs a montré que le pays est marqué par des divisions raciales tellement profondes que même la mort d'un dirigeant d'une organisation raciste blanche marginale comme l'AWB peut faire craindre une guerre raciale imminente. Les dirigeants de l'AWB et d'autres organisations blanches ont accusé Julius Malema, le dirigeant de l'organisation de jeunesse de l'ANC, d'avoir attisé les tensions raciales en chantant un vieil hymne sur la lutte anti-apartheid dont un couplet proclame « *tuons le Boer* » [« Boer » signifie « fermier » en afrikaans. Ce mot désigne aussi les Afrikaners en général.] Les dirigeants du SACP tout comme l'ANC ont condamné le meurtre de Terre'Blanche, parlant de crime malgré ce qu'ils savent de la condition des ouvriers agricoles, qu'ils n'ont mentionnée que subsidiairement. Ces deux organisations ont reproché à Terre'Blanche de s'être opposé à la démocratie et à la réconciliation. Elles considèrent donc que leur priorité est de défendre le capitalisme de néo-apartheid qu'elles contribuent à administrer et qui perpétue la misère des masses noires.

C'est cette misère inchangée des masses noires et l'accumulation explosive de la colère au bas de l'échelle sociale qui explique la polarisation raciale, quoi que puisse chanter Malema. Les démagogues nationalistes comme Malema exploitent effectivement cette situation au profit de leurs propres privilèges et de leur carrière de politiciens nationalistes bourgeois. En fait, quand les nationalistes scandent des slogans comme « *tuons le Boer* » ce sont les ouvriers agricoles qui en sont les victimes : ils sont immédiatement soumis aux représailles de leurs employeurs « boers ». En outre, ceux qui risquent le plus de pâtir du « nationalisme étroit » de Malema et consorts, ce sont les immigrés originaires d'autres pays d'Afrique.

Si les rapports sociaux sont intenable dans les fermes, c'est notamment dû à l'échec du programme de redistribution des terres décrété par le gouvernement bourgeois ANC-SACP-COSATU, qui suppose un accord mutuel entre vendeur et acheteur. Moins de 6 % des terres ont été rendues à des Noirs, tandis que la minorité blanche, qui représente moins de 10 % de la population, possède plus de 70 % des terrains construits et des terres arables du pays. La plupart des organisations



Lushaba/The Star

Le 7 avril, Springs, Johannesburg : la police disperse à coups de balles en caoutchouc un rassemblement d'ouvriers à la mine de Grootvlei, propriété de la société Aurora, fleuron de l'« ouverture du pouvoir économique aux Noirs ».

nationalistes noires réclament que soient octroyées davantage de terres à des petits fermiers noirs. C'est logique, car ces organisations sont dédiées à la défense des rapports de propriété capitalistes. Ce programme aboutirait à morceler de grandes fermes commerciales mécanisées en parcelles plus petites et moins productives ; nous sommes au contraire pour l'expropriation des grandes fermes détenues par des Blancs et pour leur transformation en fermes collectives et en fermes d'Etat, dans le cadre du pouvoir ouvrier. Les ouvriers agricoles ont un rôle crucial à jouer pour atteindre cet objectif, indissolublement lié à la révolution socialiste qui aura à sa tête le prolétariat principalement concentré dans les villes. Pour remédier à la pénurie de logements et aux problèmes qui lui sont liés, nous sommes pour l'expropriation sans compensation de tous les terrains privés dans les villes et pour la construction de quartiers résidentiels racialement intégrés, dans le cadre d'un programme massif de travaux publics.

Les problèmes de la pauvreté à laquelle est confrontée la majorité de la population noire d'Afrique du Sud vont au-delà des régions agricoles ; l'Afrique du Sud est une des sociétés les plus inégales du monde, davantage encore que le Brésil. Ces problèmes s'expriment actuellement dans les protestations contre l'état désastreux des services publics dans les townships, qui se répandent comme des feux de paille dans tout le pays. En réponse à la frustration des masses devant la non-satisfaction de besoins humains fondamentaux comme l'électricité, l'eau courante, des logements, des routes, etc., l'Etat déchaîne la violence des flics, qui tirent des balles en caoutchouc et arrêtent des manifestants par dizaines.

Les jeunes issus d'un milieu pauvre sont exclus des études supérieures par le manque d'argent. Dans les provinces de Gauteng et du Nord-Ouest, des milliers de membres du Syndicat national des mineurs sont actuellement en grève contre des menaces de suppressions d'emplois, et pour récupérer au moins deux mois d'arriérés de salaires. Ces ouvriers sont employés par Aurora, une société minière issue de l'« ouverture du pouvoir économique aux Noirs » [*black economic empowerment*], et dirigée par des parents de l'ex-président Nelson Mandela et de l'actuel président Jacob Zuma. Ces exploiters noirs ont aussi essayé d'acheter des mines au Zimbabwe. Donc il est clair que l'élite dirigeante de l'Alliance tripartite a un intérêt direct à la perpétuation de la surexploitation des travailleurs noirs, que la « nouvelle » Afrique du Sud partage avec le régime d'apartheid qui l'a précédée.

Suite page 21

Expulsions racistes à Bagnolet

LO se solidarise avec les expulsés... pour redorer le blason de la municipalité PCF

En 2007 Lutte ouvrière (LO) avait mobilisé ses membres pour les élections municipales de l'année suivante en insistant sur l'importance d'obtenir des conseillers municipaux. Fin 2007, le congrès de LO adoptait à une majorité de 97 % un document qui disait notamment :

« Obtenir des élus municipaux est extrêmement important pour notre rayonnement politique. Ces élus sont un point d'ancrage dans une ville et l'axe autour duquel peuvent graviter nos activités locales. [...] »

« La conclusion est que nous devons essayer de constituer des listes dans le maximum de localités. Cela ne nous empêchera cependant pas d'étudier et d'être ouverts à toute proposition d'alliance, que nous étudierons en fonction des situations, des rapports de forces locaux et des possibilités d'élus que ces alliances pourraient réellement nous ouvrir. Nous n'avons en effet aucun intérêt à conclure des alliances sur un programme d'accords avec nos éventuels alliés si cela ne nous permettait pas d'avoir des élus, voire nous en empêchait, et d'autant plus que nous avons les moyens de nous présenter indépendamment. »

– Lutte de classe n° 109, décembre 2007

En d'autres termes, LO'était prête à toutes les turpitudes pour obtenir des postes de conseillers municipaux, annonçant à ses membres qu'elle allait chercher à négocier des places sur les listes « *de gauche* ». Elle est allée quémander le PS, qui lui a dans la plupart des cas opposé une fin de non-recevoir, mais le PCF l'a souvent acceptée sur ses listes après s'être assuré de la loyauté de LO à la future majorité municipale. LO est allée prendre place sur les listes du maire bourgeois de Belfort, fief de Chevènement, l'ex-ministre des flics de Jospin.

Et LO a jusqu'à présent plus que montré qu'elle est un partenaire fiable pour un front populaire municipal. Nous ne connaissons pas d'exemple où elle aurait voté contre le budget. Nathalie Arthaud, la porte-parole nationale de LO qui fait partie de la majorité municipale de Vaulx-en-Velin en



Photothèque Rouge/JMB

Manifestation de solidarité avec les personnes expulsées le 10 février par la mairie PCF-LO-Chevènementistes de Bagnolet.

banlieue lyonnaise (dirigée par le PCF), a justifié en ces termes « *au nom de Lutte ouvrière* » le vote du budget, lors de la séance du conseil municipal du 25 mars 2009 :

« Nous allons voter bien sûr ce budget présenté par la majorité municipale car nous sommes solidaires des orientations et des choix proposés que ce soit à travers la politique éducative, le soutien aux associations, la politique tarifaire des services rendus ou les orientations générales. La majorité municipale a le souci de répondre aux besoins de la population et notamment de la population la plus défavorisée, ce qui est pour nous l'essentiel. Au-delà des quelques désaccords ponctuels nous partageons donc les choix fondamentaux de cette majorité. »

– procès-verbal de la séance du conseil municipal de Vaulx-en-Velin du 25 mars 2009

Si LO avait déclaré qu'avoir des élus municipaux était « *extrêmement important pour notre rayonnement politique* », le rayonnement politique de ces élus n'est pas allé

jusqu'à éclairer les pages de l'hebdomadaire *Lutte Ouvrière*, qui n'a guère soufflé mot des hauts faits municipalistes de ses élus : à notre connaissance, trois fois un mot en deux ans. C'est pourquoi un article qui les mentionne, paru le 19 février dernier, revêt une importance toute particulière pour juger de leur politique municipale.

L'article porte sur Bagnolet en banlieue parisienne, une mairie PCF depuis des dizaines d'années et où un dirigeant régional de LO, Jean-Pierre Mercier (par ailleurs bureaucrate syndical dans l'usine de PSA à Aulnay), a été élu sur les listes du maire Patrick Everbecq en 2008. L'article raconte l'expulsion musclée sur ordre du maire, opérée en plein hiver, des habitants d'un immeuble occupé en partie par des travailleurs africains. LO a cette fois-ci

CONSEIL MUNICIPAL DE VAULX-EN-VELIN DU 25 mars 2009

Mme ARTHAUD. - Nous nous associons à la déclaration de la gauche citoyenne mais je voulais préciser notre position au nom de lutte ouvrière. Nous allons voter bien sûr ce budget présenté par la majorité municipale car nous sommes solidaires des orientations et des choix proposés que ce soit à travers la politique éducative, le soutien aux associations, la politique tarifaire des services rendus ou les orientations générales.

La majorité municipale a le souci de répondre aux besoins de la population et notamment de la population la plus défavorisée, ce qui est pour nous l'essentiel.

Nathalie Arthaud (LO) est aussi conseillère municipale à Vaulx-en-Velin où elle fait partie de la majorité, dite « gauche citoyenne ». Lors de la réunion du 25 mars 2009, marquée par le vote du budget, elle a longuement pris la défense de la mairie PCF, comme le montre l'extrait du procès-verbal ci-dessus.

condamné cette expulsion raciste, contrairement à ce qu'elle avait fait en 2005 dans un cas tout à fait comparable dans la municipalité alors PCF d'Aubervilliers (voir notre article dans *le Bolchévik* n° 173). LO se solidarise avec les victimes et dénonce la propagande de la mairie de Bagnolet qui effectivement, pour justifier son action, n'a pas hésité à utiliser tous les clichés racistes, traitant les victimes de trafiquants, de dealers et de proxénètes.

Un esprit naïf, prenant au mot les paroles creuses de LO sur le « communisme » de ces derniers temps, aurait pu imaginer que LO allait dénoncer toutes ses compromissions passées avec le maire PCF et rompre son pacte avec le diable du municipalisme bourgeois. Absolument pas ! L'article de LO déclare au contraire :

« Un comité de soutien s'est constitué autour des expulsés, avec le DAL et des associations. Les élus Lutte Ouvrière de la ville ont participé à sa création. Et les expulsés ne sont pas mécontents de trouver à leurs côtés des élus de la majorité municipale capables de condamner les sales coups, même quand ils viennent de la mairie. »

En d'autres termes, LO est allée se présenter aux victimes de la municipalité en déclarant ouvertement qu'elle faisait partie de la majorité municipale qui les expulsait ! Dans ces conditions, son soutien aux expulsés revenait à rassurer ceux-ci qu'en réalité il ne fallait pas en conclure que la gestion du capitalisme, fût-elle aux mains du PCF et de LO, est nécessairement raciste. C'est précisément pour ce genre de coup que LO est utile aux maires PCF. Le message que LO aide ainsi à faire passer est le suivant : bien sûr, on ne peut gérer une mairie sans casser quelques œufs, mais enfin il y a toujours quelqu'un dans la majorité municipale pour venir vous réchauffer le cœur (à défaut d'autre chose) quand vous êtes à la rue sous la neige.

LO décrivait elle-même à juste titre comme réformiste sa conception du travail dans les municipalités : « *Par définition, l'activité municipale comme l'activité syndicale ne peuvent être révolutionnaires, mais sont réformistes* » (*Lutte de classe* n° 110, février 2008). LO confondait ainsi délibérément deux choses : prendre part à la gestion municipale du capitalisme en s'inscrivant dans la majorité municipale – et prendre ainsi la responsabilité pour ce que cela veut dire de gérer le capita-

lisme, c'est-à-dire inévitablement la discrimination raciste dans les attributions de HLM, la « gestion du personnel » y compris les licenciements par le maire d'employés municipaux, les fermetures de classes dans les écoles, la pénurie de crèches, l'augmentation des impôts locaux, la mise en place d'un commissariat et d'une police de proximité, etc., etc. – et d'autre part se faire élire comme *oppositionnel* révolutionnaire prolétarien pour dénoncer cette gestion.

Pour les marxistes, c'est pourtant là une différence fondamentale, de principe. Il y a plus de 150 ans déjà, Karl Marx insistait que l'on ne peut se saisir de l'Etat capitaliste, un appareil d'oppression formé de bandes armées dont le rôle est de maintenir la dictature du capital, pour le faire fonctionner dans l'intérêt de la classe ouvrière. C'est vrai au niveau du gouvernement central, et c'est vrai également au niveau le plus bas de l'Etat, le niveau municipal ; c'est le maire qui dispose ainsi des pouvoirs de police sur son territoire ; le maire, y compris s'il est du PCF, est le représentant direct de l'Etat capitaliste au niveau municipal.

C'est pourquoi Lénine s'est toujours opposé au municipalisme, et notamment lors des élections aux doumas locales (municipales) en avril 1917 en Russie. Nous renvoyons nos lecteurs à notre article paru dans le dernier numéro de notre revue internationale, *Spartacist* (édition française n° 39, été 2009), qui documente cette lutte intransigeante de Lénine, même si la Troisième Internationale elle-même en était arrivée à des conclusions problématiques sur la question du municipalisme lors de son Deuxième Congrès : tout en dénonçant les institutions municipales « *qu'il est théoriquement faux d'opposer aux organes gouvernementaux. A la vérité, elles font aussi partie du mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie* », la résolution de ce congrès sur le parlementarisme avait à tort admis la conquête des municipalités par le parti communiste.

L'Etat bourgeois doit être détruit lors d'une révolution ouvrière, qui se basera sur de nouveaux organes de pouvoir, des conseils ouvriers, opposés inconditionnellement au pouvoir bourgeois à tous les étages, national, régional ou municipal. Il doit être évident que la classe ouvrière ne peut en arriver à une telle conclusion si sa fraction révolutionnaire elle-même prend part aux organes de pouvoir bourgeois, fussent-ils municipaux. De cette opposition de principe aux postes exécutifs de l'Etat bourgeois, il découle en fait que les marxistes ne peuvent pas se présenter à l'élection de tels postes, sous peine de leur conférer une légitimité aux yeux des travailleurs. En conséquence nous refusons par principe de nous présenter à des élections à des postes exécutifs, que ce soit l'élection du maire et de ses adjoints par le conseil municipal, ou l'élection du président de la République au suffrage universel. Nous refusons de même de chercher à prendre part à une majorité parlementaire ou municipale qui elle-même prend la responsabilité de l'exécutif.

Depuis bientôt 40 ans LO n'a au contraire jamais manqué de présenter un candidat à l'élection présidentielle. En 2008 ils ont franchi le pas en mettant « les mains dans le cambouis » au niveau municipal. Effectivement, c'est la logique du réformisme de se mettre à gérer le capitalisme en commençant par le niveau municipal. Notre perspective est au contraire la révolution socialiste internationale. Cela commence par l'opposition au municipalisme bourgeois de LO, et cela doit finir par la dictature du prolétariat, qui éliminera les organes d'oppression de la bourgeoisie à tous les niveaux, y compris au niveau municipal. *A bas les postes exécutifs de l'Etat capitaliste !*



Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Il est publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol. *Spartacist* édition française est envoyé à tous les abonnés au *Bolchévik*.

En défense du matérialisme dialectique

Nous reproduisons ci-dessous le texte, revu pour publication, d'un cours donné en juin 2009 devant le Spartacist Youth Club de New York par le camarade Don Alexander, membre du comité central de la Spartacist League/U.S., notre section sœur aux Etats-Unis.

* * *

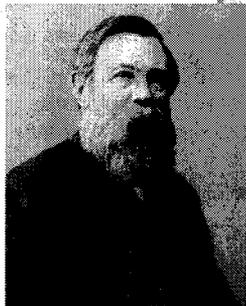
Ce cours est simplement destiné à nous mettre en jambes, à commencer à assimiler l'histoire du marxisme. Il s'inscrit dans un certain contexte, avec comme

objectif la défense et l'illustration du matérialisme dialectique et historique contre toutes les formes d'idéalisme subjectif.

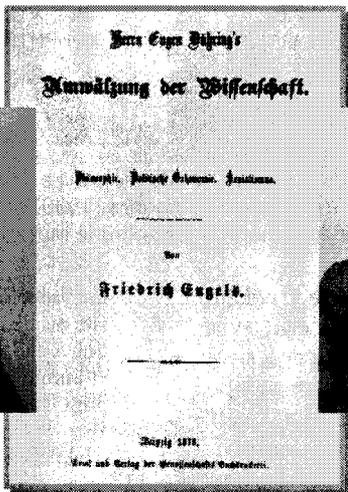
Je vais commencer par quelques assertions fondamentales, pour que nous soyons tous sur la même longueur d'onde, comme on dit. L'idéalisme part du principe de la dépendance du monde matériel vis-à-vis du psychique. Il affirme que le psychique, notre esprit et nos idées, peuvent exister et exister indépendamment de la matière. La forme la plus extrême de cette assertion est l'idéalisme subjectif. L'idéalisme subjectif affirme que la matière n'existe tout simplement pas, qu'elle n'est qu'une pure illusion. L'idéalisme affirme qu'il existe un domaine du mystérieux et de l'inconnaissable, au-dessus ou au-delà de ce qu'on peut appréhender et connaître par les sensations, par l'expérience et par la science. La science est jetée par la fenêtre.

Le matérialisme affirme tout au contraire que le monde est, par sa nature même, composé de matière, et que tout ce qui existe est le produit de causes matérielles. Toutes choses naissent et évoluent conformément aux lois du mouvement de la matière. Le matérialisme enseigne que la matière est une réalité objective, qui existe hors des idées et indépendamment d'elles, et que ce n'est pas le psychique qui existe séparément du matériel, mais bien les idées, y compris le psychique, qui sont un produit de processus matériels. Le matérialisme enseigne aussi que le monde et ses lois sont connaissables, et que même s'il y a dans le monde matériel beaucoup de choses inconnues, il n'y a pas une sphère de l'inconnaissable qui existerait à l'extérieur du monde matériel.

Notre conscience sociale est le reflet de notre être social, et elle est déterminée par celui-ci. Je veux commencer par là parce que cela ne va pas de soi, particulièrement dans une période de forte religiosité. C'est pourquoi la citation du marxiste allemand Franz Mehring dans le dernier numéro de *Workers Vanguard* est tellement d'actualité [voir « Franz Mehring : Sur le matérialisme historique », *Workers Vanguard* n° 938, 5 juin 2009]. Mehring part du principe que les



W.E. Debenham
Friedrich Engels



L'*Anti-Dühring* (1877-1878), écrit par Engels en collaboration avec Marx, dissèque la conception philosophique idéaliste de Dühring et expose la conception matérialiste de l'histoire.



John Mayall
Karl Marx

conditions économiques matérielles jouent dans toute société le rôle fondamental. Dans sa brochure *Sur le matérialisme historique* (1893), il note aussi que « l'esprit humain n'est pas le père du mode de production, mais le mode de production est la mère de l'esprit humain ». Je pense que c'est vraiment une bonne citation, parce qu'elle décrit la réalité.

Nos discussions ont lieu dans un certain contexte. Rien n'existe isolément, que ce soit

dans la nature ou dans la société. La contradiction, l'unité et la lutte entre forces et tendances mutuellement opposées, est inhérente à la nature des choses. Le changement et le mouvement fonctionnent à partir de contradictions. Les contradictions constituent le fondement du mouvement. Dans l'*Anti-Dühring* (*M.E. Dühring bouleverse la science*) [1877-1878], Engels écrivait : « **Le mouvement est le mode d'existence de la matière. Jamais, ni nulle part, il n'y a eu de matière sans mouvement, ni il ne peut y en avoir.** » Autrement dit, camarades, il n'y a pas d'être suprême, il n'y a pas de dieu qui mettrait en mouvement l'univers éternel. Je n'ai pas besoin d'expliquer cela à vous qui êtes ici.

S'extraire de l'obscurantisme

Selon la conception matérialiste dialectique, tous les processus de la nature et de la société subissent un processus constant et ininterrompu de changement et d'évolution, d'éternel devenir. Pour Marx, c'était là « un scandale et une abomination pour les classes dirigeantes et leurs idéologues doctrinaires, parce que, dans la conception positive des choses existantes, elle inclut du même coup l'intelligence de leur négation fatale, de leur destruction nécessaire » (« Postface de la deuxième édition allemande du Premier livre du *Capital* », 1872). Marx ne dit pas que toutes les recherches philosophiques menées précédemment étaient bonnes à jeter. Il explique simplement que la matérialité du monde est démontrée par le développement long et laborieux des sciences naturelles.

Les anciens matérialistes étaient les précurseurs du matérialisme moderne quand ils affirmaient la primauté de la nature sur la conscience et les idées. Les matérialistes mécanistes du XVII^e et du XVIII^e siècles dirigeaient leurs flèches contre les théologiens médiévaux, et ils soutenaient que les particules matérielles dans l'univers s'entrechoquaient constamment de façon aléatoire en quelque sorte. Ils concevaient fondamentalement les êtres humains comme des

machines. C'était matérialiste, mais c'était aussi mécaniste. La conscience humaine inclut les sensations et les idées de l'individu en tant que facteurs actifs qui modèlent son environnement pour se procurer des moyens de subsistance. (Les conditions et les méthodes particulières dans et par lesquelles ceci s'accomplit ont bien sûr varié tout au cours de l'histoire.)

Vous connaissez René Descartes, le rationaliste du début du XVII^e siècle qui croyait à l'existence d'un certain nombre de propositions indubitables, évidentes, par exemple le célèbre *cogito ergo sum* – « je pense, donc je suis ». Il s'était avisé qu'on ne pouvait pas douter de sa propre existence si on n'existait pas. C'est à peu près tout ce que je sais dire en latin.

On doit à l'évêque George Berkeley, – c'était au XVIII^e siècle – une autre formule profonde d'idéalisme subjectif : *esse c'est percipi* – « être, c'est être perçu ». Donc si vous n'avez pas vu un homme glisser sur une plaque de verglas à Central Park un certain jour d'hiver, ou si vous n'étiez pas présent quand quelqu'un a éteint la lumière avant de s'endormir, alors cela n'est pas arrivé. Mais je vais laisser la parole à Berkeley lui-même, parce qu'à la différence des philosophes professionnels qui défendent l'idéalisme, il tourne rarement autour du pot. Dans son *Traité sur les principes de la connaissance humaine* (1710) il dit « *que tout le cœur céleste et tout le mobilier de la terre, en un mot tous ces corps qui composent l'ordre puissant du monde ne subsistent point hors d'un esprit [...] ; que, par conséquent, du moment qu'ils ne sont pas effectivement perçus par moi, ou qu'ils n'existent pas dans mon esprit (in my mind), ou dans celui de quelque autre esprit créé (created spirit), il faut qu'ils n'aient aucune sorte d'existence, ou bien qu'ils existent dans l'esprit (mind) de quelque Esprit (Spirit) éternel.* »

Comme vous pouvez le constater, cela fait longtemps que nous bataillons pour nous extraire des lubies obscurantistes et idéalistes.

La méthode dialectique

La bataille fractionnelle de 1939-1940 à l'intérieur du Socialist Workers Party (SWP), qui était alors trotskyste, est documentée dans le livre de Trotsky *Défense du marxisme*. Trotsky y polémique brillamment contre l'opposition cliquiste et antisoviétique de Max Shachtman, James Burnham et Martin Abern. Il les caractérise comme une opposition petite-bourgeoise. Ils affirmaient que le matérialisme dialectique n'avait rien à voir avec l'élaboration d'une position politique concrète. Je voudrais vous lire le début du texte « L'opposition petite-bourgeoise dans le Socialist Workers Party » :

« Il faut appeler les choses par leur nom. Maintenant que les positions des deux fractions en lutte sont clairement définies, on est contraint de dire que la minorité du Comité central dirige une tendance typiquement petite-bourgeoise. Comme tout groupement petit-bourgeois dans le mouvement socialiste, l'opposition actuelle se caractérise par les traits suivants : mépris de la théorie et tendance à l'éclectisme ; irrespect pour la tradition de sa propre organisation ; souci de l'"indépendance"



Marxist Internet Archive



Fondazione Istituto Gramsci



Index Books

La conception matérialiste de l'histoire (1897) de Georgi Plekhanov, les Essais sur la conception matérialiste de l'histoire (1896) d'Antonio Labriola et « Lénine philosophe » (1957) de Peter Fryer expliquent également le matérialisme dialectique.

individuelle aux dépens de celui de la vérité objective ; nervosité au lieu d'esprit de suite ; promptitude à passer d'une position à une autre ; incompréhension du centralisme démocratique et animosité envers lui ; enfin tendance à substituer à la discipline de parti les liens de groupe et les attachements personnels. Bien entendu, ces traits ne se manifestent pas avec une force égale chez tous les membres de l'opposition. Mais comme toujours, dans un groupe hétérogène, ce sont les éléments les plus éloignés du marxisme et de la politique prolétarienne qui donnent le ton. La lutte s'annonce longue et difficile. »

Marchant sur les pas d'Engels, Trotsky faisait remarquer que, de même que Darwin avait révélé les lois du développement des espèces vivantes de la matière organique, Marx avait révélé les lois du développement de l'histoire humaine. (Darwin n'était pas un dialecticien conscient.) Les forces de production économiques jouent un rôle indispensable : elles sont en dernier ressort le facteur déterminant de la vie économique et sociale. Les rapports entre les êtres humains dans la production des moyens de subsistance matérielle déterminent les rapports de production existants. Vous devez avoir de quoi manger, vous vêtir et vous loger, coopérer d'une manière ou d'une autre, pour tirer de la nature de quoi survivre. Là-dessus repose toute la superstructure de la société – l'art, la politique, la religion, la philosophie et la morale.

Ceci n'exclut bien sûr pas les effets de la superstructure sur la base économique. Le père du marxisme russe, Georgi Plekhanov, avait une très haute opinion d'Antonio Labriola, le marxiste italien, un grand penseur matérialiste. Mais dans *la Conception matérialiste de l'histoire* (1897), Plekhanov faisait remarquer qu'une des faiblesses de Labriola était sa tendance à isoler les facteurs raciaux, en expliquant le développement des sociétés humaines à travers leurs normes en matière de beauté, leurs rituels, etc. Ce n'est pas qu'il ne faille pas étudier ces sujets. Plekhanov donne l'exemple de pourquoi les femmes des Ichavs du Caucase coupent leurs nattes après la mort d'un frère, mais pas après celle de leur mari – qu'est-ce que cela signifie ? Bon, c'est intéressant, mais en dernier ressort il faut étudier comment les gens se procurent leurs moyens de subsistance. C'est ce qui est dominant.

Camarades, la méthode dialectique n'est pas simplement une question de développement dans l'abstrait. Il y a une doctrine bourgeoise libérale du développement, du gradualisme, qui laisse de côté le fait qu'il y a des ruptures de continuité dans la nature et dans la société et qu'une forme de matière se transforme en une autre par un changement soudain. La méthode dialectique postule que l'on ne peut rien comprendre dans la nature et dans la société sans le replacer dans ses liens

fondamentaux avec tout le reste et dans son mouvement constant des formes les plus simples vers des formes supérieures, de la quantité à la qualité.

Dans le magnifique ouvrage qu'est *Défense du marxisme*, Trotsky a donné beaucoup d'exemples de la logique formelle, de son usage et de ses limites. Tenez :

« Dans la logique aristotélicienne le syllogisme simple part de $A = A$. Cette vérité est acceptée comme un axiome pour quantité d'actions pratiques humaines et pour des généralisations élémentaires. En réalité A n'est pas égal à A . C'est facile à démontrer ne fut-ce qu'en regardant ces deux lettres à la loupe : elles diffèrent sensiblement. Mais, dira-t-on, il ne s'agit pas de la grandeur et de la forme des lettres, c'est seulement le symbole de deux grandeurs égales, par exemple une livre de sucre. L'objection ne vaut rien : en réalité une livre de sucre n'est jamais égale à une livre de sucre : des balances plus précises décèlent toujours une différence. On objectera : pourtant une livre de sucre est égale à elle-même. C'est faux : tous les corps changent constamment de dimension, de poids, de couleurs, etc., et ne sont jamais égaux à eux-mêmes [...].

« Tout ouvrier sait qu'il est impossible de faire des objets absolument identiques. Pour l'usinage des cônes de roulement à bille on admet un certain écart inévitable, mais qui doit rester dans certaines limites (c'est ce qu'on appelle la tolérance). Tant que l'on se tient dans les limites de la tolérance, les cônes sont considérés comme égaux ($A=A$). Si on les franchit, la quantité se transforme en qualité ; autrement dit le cône ne vaut rien ou est inutilisable. »

Trotsky donne cette description succincte de la pensée dialectique :

« La pensée dialectique est à la pensée vulgaire ce que le cinéma est à la photographie. Le cinéma ne rejette pas la photo, mais en combine une série selon les lois du mouvement. La dialectique ne rejette pas le syllogisme, mais enseigne à combiner les syllogismes de façon à rapprocher notre connaissance de la réalité toujours changeante [...].

« Nous appelons notre dialectique matérialiste, parce que ses racines ne sont ni dans les cieux (ni dans les profondeurs de notre "libre esprit"), mais dans la réalité objective, dans la nature. »

Approximations successives

Le philosophe allemand Georg Friedrich Wilhelm Hegel était un idéaliste absolu qui a été assimilé de façon extrêmement critique par les marxistes, en particulier par Lénine et beaucoup d'autres. Il voyait l'histoire comme le développement de l'idée absolue. Cependant, il reconnaissait aussi que tout ce qui existe change de manière ininterrompue ; tout vient au monde et cesse ensuite d'exister. Marx et Engels disaient qu'ils avaient remis cet idéalisme dialectique sur ses pieds et qu'ils avaient extrait son noyau rationnel de sa coquille mystique. Au lendemain de la défaite de la Révolution de 1905 en Russie, Lénine dut mener une bataille pour le matérialisme dialectique contre ceux qu'on appelait les « constructeurs de dieu » à l'intérieur de son parti, les Lounatcharsky et les Bogdanov. Il a vigoureusement défendu la dialectique matérialiste contre ses détracteurs.

L'article de Peter Fryer « Lénine philosophe » (*Labour*



L.Y. Leonidov

Trotsky, Lénine et Kamenev à Moscou en 1920

Review, septembre-octobre 1957) est tout simplement excellent, et je vais y revenir. Les healystes, des bandits politiques pseudo-trotskyistes qui en 1959 avaient formé la Socialist Labour League britannique, ont gâché un cadre extrêmement talentueux. Avec sa modestie caractéristique, Fryer voulait savoir pourquoi nous étions tellement élogieux à son égard dans le numéro de *Spartacist* qui contient l'article « Le healysme implose » (*Spartacist* édition française n° 23-24, printemps 1986). Il ne pensait pas que ce qu'il avait écrit méritait qu'on en fasse tant de cas, mais il était assurément satisfait de notre description véridique de la vie dans la jungle healyste. Cette organisation pervertissait régulièrement la dialectique pour servir une politique opportuniste. Comme nous l'expliquions dans « Le healysme implose », ils résolvait la contradiction entre un programme formellement correct et un « régime » interne corrompu

« en s'écartant fortement du programme trotskyste. Principalement, ils ont embrassé la "révolution culturelle" maoïste qui n'était au fond qu'une querelle exceptionnellement dégradante et violente à l'intérieur de la bureaucratie stalinienne chinoise. Ce fut aussi leur ligne sur la guerre des "Six-Jours" israélo-arabe de 1967 où, au nom de la lutte contre le racisme et l'expansionnisme sionistes, ils ont adhéré à une conception de "révolution arabe" totalement dépourvue de contenu de classe et faite par des régimes nationalistes despotiques qui étaient lâchement en collusion avec l'impérialisme et le sionisme pour démembrer la nation palestinienne. »

Dans « Lénine philosophe », Peter Fryer parle d'E.P. Thompson, un historien britannique marxisant très connu. Son livre *la Formation de la classe ouvrière anglaise* (1963) reste intéressant à lire – j'y ai appris beaucoup de choses. Mais Thompson prétend – et Fryer le réfute – que le marxisme est une forme de réductionnisme économique qui nie le facteur subjectif, ou ce qu'il appelle le facteur humain. Autrement dit, le marxisme ignorerait le rôle de la conscience humaine comme facteur agissant. Thompson accuse Lénine de ne voir dans la conscience qu'un reflet passif de la réalité sociale. Rien n'est plus faux.

Fryer utilise deux citations vraiment merveilleuses de Lénine – elles sont tirées des *Carnets philosophiques* (1914) – qui résumant la connaissance dialectique comme un « processus infini d'approfondissement de la connaissance par l'homme des choses, phénomènes, processus, etc., allant des phénomènes à l'essence et d'une essence moins profonde à une essence plus profonde ». Et aussi : « Lorsque l'intelligence humaine saisit une chose donnée, qu'elle en fait une image (= un concept), ce n'est pas un acte simple, direct, mort, ce n'est pas un reflet dans un miroir, mais un acte complexe, double, en zigzag. »

Georg Friedrich Wilhelm Hegel



Historia Photo, Bad Sachsa

Investigation scientifique de l'histoire

La Ligue communiste internationale (LCI) est intervenue dans la révolution politique embryonnaire en 1989-1990 en Allemagne de l'Est, avec un programme de révolution politique prolétarienne à l'Est et de révolution socialiste à l'Ouest [voir « Pour le communisme de Lénine et Trotsky ! », *Spartacist* édition française n° 27, été 1993]. Nous n'avons pas gagné cette bataille, mais nous avons lutté, et c'est fondamental. Ensuite, nous avons eu beaucoup de discussions pour essayer de comprendre les différents aspects de ce qui s'était passé dans cette révolution embryonnaire très complexe, où tout s'est déroulé très rapidement. Jan Norden, qui en 1996 allait faire défection de notre organisation pour devenir un des cofondateurs de l'Internationalist Group (IG), minimisait et niait le rôle de la LCI en tant qu'avant-garde révolutionnaire consciente. Il répétait qu'« il manquait l'élément clé, la direction révolutionnaire ». La réponse polémique, que « nous étions la direction révolutionnaire » en Allemagne, contenait un grain de vérité, mais reste insuffisante. La science avance par approximations successives.

Ce qui s'est passé n'était pas simplement déterminé par ce que nous avons fait, même si ce que nous avons fait était très important. Prétendre le contraire serait ignorer le rapport réel des forces, et serait radicalement faux, d'un point de vue politique aussi bien que théorique. Alors qu'il était en prison sous Mussolini, le marxiste italien Antonio Gramsci décrivait dans ses *Notes sur Machiavel, sur la politique et sur le Prince moderne* la formation de ce qu'il appelait une « volonté collective », c'est-à-dire un groupe soudé luttant pour le pouvoir. Gramsci écrivait :

« Le politique en acte est un homme qui crée, qui suscite ; mais il ne crée pas à partir de rien, et ne se meut pas dans le vide trouble de ses désirs et de ses rêves. Il se fonde sur la réalité effective, mais qu'est-ce que cette réalité effective ? Serait-ce par hasard quelque chose de statique et d'immobile et non plutôt un rapport de forces en continu mouvement, en continu changement d'équilibre ? Appliquer la volonté à la création d'un nouvel équilibre des forces réellement existantes et opérantes, en se fondant sur cette force déterminée qu'on considère comme progressive, et en renforçant sa puissance pour la faire triompher, c'est toujours se mouvoir sur le terrain de la réalité effective, mais pour la dominer et la dépasser (ou contribuer à le faire). »

Voici ce que dit Fryer : il y a parfois des conséquences imprévues à ce pour quoi on lutte. Il écrit :

« Reconnaitre de façon matérialiste l'objectivité de l'être et ses lois n'est pas encore la liberté, mais la condition nécessaire de toute liberté véritable.

« Il est bien sûr parfaitement exact que les hommes agissent avec des intentions et des buts conscients. Mais aucune tentative d'expliquer l'histoire humaine à partir des intentions et des buts conscients, des souhaits et des désirs des hommes, ne fera avancer très loin notre compréhension. Les buts de l'homme entrent en conflit, et quelque chose arrive qui n'était ni voulu ni désiré ni prévu. Par conséquent, toute compréhension scienti-

fique du développement social doit prendre comme point de départ "les lois générales internes" qui en dernier ressort gouvernent à la fois le développement de la société humaine et les intentions, les idées et les théories dans la tête des individus. »

Donc les buts des hommes entrent en conflit. Il y avait aussi des forces actives en Allemagne de l'Est en 1989-1990 qui ont tenté d'étouffer dans l'œuf cette révolution politique embryonnaire. L'une de ces forces était la bureaucratie stalinienne de Gorbatchev. Après la manifestation du 3 janvier 1990 contre la profanation par des fascistes du monument de Treptow Park, à Berlin-Est, dédié aux soldats soviétiques, les impérialistes allemands ont déclenché une féroce campagne anticommuniste. Ensuite on a pu voir comment les staliens ont avancé à marche forcée vers la réunification capitaliste aux côtés du Parti social-démocrate ouest-allemand, un parti antisoviétique et procapitaliste que nous appelions le cheval de Troie de la contre-révolution capitaliste [voir « Leçons de l'effondrement du stalinisme – 1989-1990 : La lutte de la LCI contre la réunification capitaliste de l'Allemagne », le *Bolchévik* n° 190, décembre 2009].

Le marxisme, c'est l'examen scientifique de l'histoire ; il remplace les actions des individus dans leur contexte historique concret. L'article du camarade Bert Mason dans le dernier numéro de *Workers Vanguard* est une contribution importante sur le rôle de Lincoln dans la Guerre civile américaine [« Honneur à Abraham Lincoln ! », *Workers Vanguard* n° 938, 5 juin 2009]. « Lénine philosophe » est un texte magnifique ; c'est une analyse magistrale des contradictions dialectiques. J'ai particulièrement apprécié le fait que Fryer a inscrit son analyse dans le contexte de la Première Guerre mondiale, quand Lénine étudiait Hegel et cherchait à comprendre la trahison des sociaux-démocrates allemands, qui avaient déserté pour passer dans le camp de leur propre bourgeoisie pendant la première guerre mondiale interimpérialiste. Comment un



Photos Spartakist

Parc de Treptow à Berlin-Est, janvier 1990 : une trotskyste allemande prend la parole lors du rassemblement de 250 000 personnes organisé à l'initiative de la LCI contre la profanation par des fascistes du monument aux morts soviétiques. Sur la banderole de la LCI : « A bas l'OTAN ! Défense de l'Union soviétique ! »



parti ouvrier aussi imposant, avec son immense influence dans le prolétariat allemand, était-il arrivé à cet état de dégénérescence opportuniste ? Quel était le processus de développement économique, politique et social qui avait conduit à sa capitulation social-patriote ?

Eh bien, c'est ce que Lénine a analysé dans son livre *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916). Il a examiné toutes les phases du développement d'une couche opportuniste à l'intérieur de la classe ouvrière. Sans cela, on ne pouvait pas comprendre comment la quantité s'était transformée en qualité. Des tendances mutuellement opposées, contradictoires, sont inhérentes à tous les phénomènes naturels et sociaux. Lénine a expliqué comment l'unité et la lutte des contraires, en l'occurrence la bourgeoisie et le prolétariat, se sont développées. Lénine a étudié Hegel avec assiduité, et nous devons nous aussi l'étudier.

J'avais écrit une courte note sur un article dans *Workers Vanguard* qui faisait l'éloge du philosophe américain John Dewey, en le citant avec approbation sans le critiquer sur le plan philosophique (« Sur John Dewey », *Workers Vanguard* n° 924, 7 novembre 2008). Dewey, qui avait joué un rôle dans le combat contre la machination ourdie envers Trotsky par les épigones staliniens, était aussi un adversaire du marxisme et de la révolution d'Octobre. Dewey était un pragmatiste, pas un tenant du matérialisme dialectique. Trotsky dénonçait impitoyablement le pragmatisme comme un mélange de



Wide World



Workers Vanguard

Un milicien cubain monte la garde devant une raffinerie américaine expropriée en 1960. A droite : le cortège spartaciste dans une manifestation en défense de Cuba, en septembre 1994 à New York.

rationalisme et d'empirisme – l'empirisme signifie que les sensations de l'individu sont la source ultime de la connaissance. Cela ne signifie pas que les empiristes affirment sans ambiguïté qu'il n'existe pas un monde objectif extérieur, indépendant de nous. Trotsky dénonçait le pragmatisme comme la « malédiction de la pensée américaine », et il insistait que le SWP ne pouvait pas remettre à plus tard – c'était en 1939-1940 – la tâche d'éduquer ses cadres dans le domaine de la philosophie du matérialisme dialectique.

Contre l'idéalisme philosophique

Cette présentation ne serait pas complète sans un exposé rapide des différentes formes d'idéalisme subjectif. Lénine expliquait qu'au bout du compte, l'idéalisme c'est le cléricisme. Dans le langage de tous les jours, c'est du genre « si on y pense, cela arrive ». Vous en avez probablement déjà entendu la version vulgaire : si un arbre est tombé dans la forêt et que je n'étais pas là, alors il n'est pas tombé. Cela conduit logiquement, au bout du compte, à ce qu'on appelle le solipsisme – que les seules choses réelles, ce sont mes propres impressions subjectives, mes pensées et mes sensations.

Il y a des années de cela, et c'était assez laborieux, j'ai étudié l'un des idéalistes, qu'il est important de comprendre. Emmanuel Kant, l'idéaliste allemand, était très intéressant, mais difficile à lire à plusieurs égards. Son ouvrage majeur, *la Critique de la raison pure* (1781), cherchait à réconcilier l'idéalisme et le matérialisme. Kant ne niait pas l'existence des « choses en soi », il niait seulement notre capacité à les connaître. Il formulait cela de la façon suivante : comment peut-on avoir un jugement synthétique a priori ? Comment arrivons-nous à la vérité indépendamment de l'expérience humaine et de l'expérimentation scientifique ? Au fond, il argumentait pour les propositions de ce qu'on appelle le sens commun, qui sont en réalité non systématisées et pré-scientifiques. Kant a aussi étudié l'astronomie, ce qui en fait quelqu'un de très intéressant. Mais il essayait de réconcilier matérialisme et idéalisme.

Dans *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie allemande* (1886), Engels a dû se frotter à des penseurs de ce genre. Bien sûr, il s'est intéressé à Ludwig Feuerbach, qui critiquait à juste titre Hegel pour son idéalisme absolu. Marx, dans ses « Thèses sur Feuerbach » (1845), avait caractérisé d'intuitif le matérialisme de Feuerbach, en notant que pour

Engels sur la nature et la dialectique

La nature est le banc d'essai de la dialectique et nous devons dire à l'honneur de la science moderne de la nature qu'elle a fourni pour ce banc d'essai une riche moisson de faits qui s'accroît tous les jours, en prouvant ainsi que dans la nature les choses se passent, en dernière analyse, dialectiquement et non métaphysiquement, que la nature ne se meut pas dans l'éternelle monotonie d'un cycle sans cesse répété, mais parcourt une histoire effective. Avant tout autre, il faut citer ici Darwin, qui a porté le coup le plus puissant à la conception métaphysique de la nature en démontrant que toute la nature organique actuelle, les plantes, les animaux et, par conséquent, l'homme aussi, est le produit d'un processus d'évolution qui s'est poursuivi pendant des millions d'années. Mais comme jusqu'ici on peut compter les savants qui ont appris à penser dialectiquement, le conflit entre les résultats découverts et le mode de pensée traditionnel explique l'énorme confusion qui règne actuellement dans la théorie des sciences de la nature et qui met au désespoir maîtres et élèves, auteurs et lecteurs.

– Friedrich Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique* (1880)

lui, « l'objet, la réalité, le monde sensible n'y sont saisis que sous la forme d'objet ou d'intuition, mais non en tant qu'activité humaine concrète, en tant que pratique, de façon subjective ».

Dans « L'opposition petite-bourgeoise dans le Socialist Workers Party », Trotsky raconte une conversation qu'il avait eue avec un professeur d'économie politique britannique favorable aux thèses de l'économiste libéral John Maynard Keynes. Keynes préconisait d'« amorcer la pompe », de faire du déficit budgétaire pour stimuler la demande, et des investissements publics afin d'en finir avec les crises financières et économiques endémiques au capitalisme – Obama et son administration bricolent avec ce genre de choses. Trotsky, à partir de ses discussions avec ce professeur d'économie politique, qui admirait Keynes et détestait Marx, en conclut qu'il était de façon générale opposé au matérialisme dialectique. Comme l'explique Trotsky :

« Si, d'après la façon dont un individu aborde des questions pratiques particulières, on peut déterminer le type général de pensée auquel il se rattache, on peut aussi, connaissant son type général de pensée, prévoir approximativement comment ce même individu abordera telle ou telle question pratique. »

Le marxisme : un guide pour l'action

Nous avons appliqué cette méthodologie matérialiste dialectique à de nombreuses questions. Voyez notre brochure « Cuba et la théorie marxiste », où nous avons appliqué notre méthodologie matérialiste dialectique pour comprendre l'apparition d'un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé à Cuba. Un mouvement de guérilla à direction petite-bourgeoise avait conduit à la destruction du capitalisme à Cuba, un processus qui s'était déroulé sans la direction d'un parti trotskyste. Pour développer cette analyse, il fallait appliquer une méthodologie matérialiste dialectique. Cela faisait partie intégrante de la préservation et de l'extension de notre programme marxiste fondamental.

C'est la même chose qu'avec l'Employee Free Choice Act (EFCA – Loi sur le libre choix des salariés) : on doit évaluer le rôle des contradictions réelles. L'EFCA était un référendum sur la syndicalisation : l'Association nationale de l'industrie et d'autres organisations patronales ont mené contre ce projet de loi une énorme campagne, tandis que les syndicats AFL-CIO et Change to Win faisaient campagne pour l'adoption de la loi. Tout en mettant les travailleurs en garde contre toute illusion dans les mécanismes de collaboration de classes prescrits par le gouvernement, nous aurions soutenu l'EFCA dans sa version première, parce que la possibilité de voter en cochant un formulaire aurait facilité un peu la création de sections syndicales. Nous avons tracé une ligne de classe sans diminuer nos critiques du rôle que jouent les bureaucrates syndicaux, qui sont défaitistes et favorables à la collaboration de classes. Nous avons étudié les caractéristiques concrètes de l'EFCA, avec ses contradictions vivantes, non pas sur une base spéculative, mais sur la base de l'investigation scientifique de l'histoire. Nous avons tenu compte dans cet examen de ce que le Socialist Workers Party (les trotskystes de l'époque) avait écrit sur la loi Wagner de 1935, ce qui a conduit d'autres camarades à faire des recherches sur l'histoire du mouvement marxiste [voir « Pourquoi les marxistes soutiennent l'EFCA », *Workers Vanguard* n° 929, 30 janvier 2009].

La dialectique n'est pas un sésame pour toutes les questions ; il faut procéder à une analyse scientifique concrète. Je voudrais terminer avec une citation de « Lénine philosophe »,



Staatsbibliothek, Berlin

Le président social-démocrate Friedrich Ebert passe en revue les troupes allemandes après la Première Guerre mondiale.

qui est, je pense, vraiment appropriée :

« La capacité des hommes à changer leur monde cristallise et perfectionne progressivement l'élément scientifique de leurs conceptions ; d'un autre côté, leur impuissance relative fait surgir la tendance des idées abstraites à fuir la réalité et à tisser des systèmes merveilleux, intérieurement cohérents, de mythes et d'illusions, à partir desquels sont ensuite déduits le monde réel et les rapports réels entre les hommes et la nature et entre les hommes eux-mêmes. »

Un camarade demandait pourquoi nous devrions lire quoi que ce soit écrit par ce Gramsci. Gramsci n'était-il pas anti-Trotsky, et ainsi de suite. Assurément, sur la question Trotsky-Staline, Gramsci n'était pas du côté de Trotsky, mais du côté de Staline. Donc c'était sa contradiction. Mais il a fait un certain nombre de remarques très perspicaces sur la conscience, les rapports entre le subjectif et l'objectif, et comment une analyse objective, concrète, des rapports de forces dans le contexte national et international est cruciale pour décider comment appliquer son programme. C'est très utile.

C'est un terrible gâchis de balayer d'un revers de main quelqu'un comme lui. C'est comme balayer d'un revers de main Plekhanov qui pourtant, c'est bien connu, avait fini comme renégat. Après la défaite de la Révolution de 1905, Plekhanov avait fini par dénoncer comme étant aventuriste l'insurrection de décembre à Moscou, et en 1917 il s'était opposé à la prise du pouvoir par les ouvriers dirigés par les bolchéviks. Mais, et c'est important, il ne s'est jamais rallié à ces menchéviks qui, avec d'autres, ont essayé de mobiliser contre la révolution. Pendant la guerre civile qui a suivi la Révolution de 1917, Lénine est arrivé à la conclusion qu'on ne pouvait pas être un communiste authentique si on ne comprenait pas la logique de Hegel, les œuvres philosophiques de Plekhanov et *le Capital* de Marx.

C'est un défi pour nous de nous hisser à un niveau théorique plus élevé, parce que c'est la seule manière de nous préparer aux tâches de la lutte pour un avenir communiste. C'est un processus laborieux, qui dure toute une vie, et qui en vaut la peine. ■

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

Une capitulation...

Suite de la page 4

pas une correction publique de cette déclaration. James P. Cannon, le fondateur du trotskysme américain, avait condamné ce genre de malhonnêteté. Evoquant une situation où le SWP, le parti trotskyste, avait dû reconnaître des erreurs lors de son congrès de 1954, Cannon faisait remarquer : « Vous savez, les staliniens font plus de changements, et des changements plus rapides et plus drastiques, que tout autre parti dans l'histoire. Mais ils ne disent jamais : "Nous avons fait une erreur." Ils disent toujours : "La situation a changé." Nous devons être plus précis et plus honnêtes. »

Le menchévisme se présente souvent sous le masque du « réalisme » et de la « commodité ». En cherchant à offrir une « solution concrète » à une situation où il n'existait pas de solution d'un point de vue révolutionnaire prolétarien, nous avons capitulé. Ce que notre petit parti révolutionnaire devait mettre en avant, c'était une perspective internationaliste prolétarienne pour la libération d'Haïti, avant tout en s'opposant à « sa » bourgeoisie impérialiste. Dans l'immédiat, la seule expression concrète de ce programme était négative – exiger que tous les réfugiés haïtiens soient autorisés à entrer aux Etats-Unis avec les pleins droits de citoyenneté, s'opposer à toute expulsion des Haïtiens qui avaient réussi à entrer dans le pays, et avant tout exiger le retrait de toutes les troupes des USA et de l'ONU.

Nos articles ont déformé la réalité afin de justifier la présence militaire américaine. Nous avons critiqué à juste titre les réformistes qui colportent des illusions dans les gouvernements impérialistes en leur demandant d'apporter « de l'aide et pas des soldats », mais notre propre réaction a été pire. Nos articles ont présenté l'intervention militaire US comme la seule manière « réaliste » pour les masses haïtiennes d'obtenir « de l'aide », et nous avons démagogiquement prétendu que le retrait des troupes de combat US « provoquerait la mort par famine d'un grand nombre de personnes ». C'était aborder la question non pas du point de vue du programme marxiste, mais par le petit bout de la lorgnette libérale des « secours d'urgence ». Michael Harrington – ancien dirigeant du groupe Democratic Socialists of America et conseiller des programmes de la « guerre contre la pauvreté » du Parti démocrate sous l'administration de Lyndon B. Johnson – exprimait l'essence de cette vision du monde social-démocrate avec sa formule « l'aile gauche du possible ».

La « politique du possible » est une pression palpable dans la période de réaction postsoviétique, où la révolution – ou même, notamment aux Etats-Unis, une lutte de classe combative – semble hors de portée, et où nos positions politiques ne rencontrent pratiquement aucun écho. Il y a un gouffre béant entre ce que nous défendons et la compréhension politique de la classe ouvrière et de la jeunesse radicale, même parmi ceux qui se disent socialistes. Comme nous l'avons noté, il est très difficile de maintenir notre continuité révolutionnaire, et très facile de la détruire.

La lutte pour maintenir une perspective révolutionnaire

Lors de la bataille contre l'opposition menée par Cochran dans le Socialist Workers Party (SWP) américain, alors révolutionnaire, au début des années 1950, James P. Cannon déclarait :

« Le mouvement révolutionnaire, dans le meilleur des cas, est un dur combat, et il use beaucoup de matériel humain. Ce n'est

pas pour rien qu'on a dit mille fois dans le passé que "la révolution est une dévoreuse d'hommes". Le mouvement dans ce pays, le plus riche et le plus conservateur du monde, est peut-être le plus vorace de tous.

« Ce n'est pas facile de persévérer dans la lutte, de tenir, de rester ferme et de se battre à longueur d'année sans victoire ; et même, à des époques comme aujourd'hui, sans progrès tangible. Il faut pour cela une conviction théorique et une perspective historique, ainsi que du caractère. Et en plus de cela, il faut s'associer avec d'autres dans un parti commun. »

– « Syndicalistes et révolutionnaires », 11 mai 1953

L'exemple de la dégénérescence du SWP est instructif. De révolutionnaire, ce parti est devenu d'abord centriste avant de verser dans le réformisme le plus crasse. Il avait subi plus d'une décennie de stagnation et d'isolement pendant la chasse aux sorcières anticommuniste. Certains cadres vieillissants du parti, comme ceux de la tendance Cochran, considérant que leur rôle se réduisait pour l'essentiel à tenir bon dans la citadelle de l'impérialisme US, avaient abandonné toute perspective révolutionnaire. La majorité du SWP, dirigée par Cannon et Farrell Dobbs, lutta pour préserver la continuité révolutionnaire du trotskysme contre ce liquidationnisme. Mais elle-même n'était pas immunisée contre les pressions déformantes qui avaient conduit les partisans de Cochran à la scission.

Quatre ans plus tard, en 1957, le SWP soutenait l'envoi de troupes fédérales à Little Rock, dans l'Arkansas – avec comme résultat final l'écrasement des tentatives d'auto-défense des Noirs de la ville contre les meutes hurlantes de racistes qui s'opposaient à l'intégration scolaire. Le fait de présenter les troupes US comme des défenseurs des Noirs sur qui on pouvait compter s'est heurté à une opposition significative au sein du SWP dans les années 1950, notamment de la part de Richard Fraser, dont nous avons fait nôtre le programme d'intégrationnisme révolutionnaire comme la seule voie pour la libération des Noirs aux Etats-Unis. Mais cette ligne erronée n'a jamais été corrigée, et la conception s'est enracinée que l'armée impérialiste US était la seule force « réaliste » pour défendre les manifestants pour les droits civiques contre la terreur raciste dans le Sud ségrégationniste. En 1964, le SWP adoptait pour sa campagne électorale le mot d'ordre grotesque « Retirez les troupes du Vietnam et envoyez-les au Mississippi ! » En 1965, le SWP avait jeté aux orties les derniers vestiges d'opposition révolutionnaire à l'impérialisme en colportant le mensonge réformiste qu'un mouvement de la paix sans axe de classe pourrait stopper la sale guerre de l'impérialisme US contre les ouvriers et les paysans vietnamiens.

Les jeunes cadres du SWP dans la Revolutionary Tendency qui avaient combattu la dégénérescence du parti ont été les dirigeants fondateurs de notre organisation. Se rappeler ce qui est arrivé au SWP, et garder en tête que c'est ce qui pourrait nous arriver si nous ne corrigeons pas nos erreurs et la trahison caractérisée de notre programme internationaliste révolutionnaire en réponse au tremblement de terre d'Haïti, tout ceci fait partie intégrante de la lutte pour préserver cette continuité avec le parti révolutionnaire de Cannon, qui remonte aux bolchéviks de Lénine et Trotsky.

Mais il n'y a pas de quoi pavoiser parce que nous sommes capables de faire ce genre de correction. Nous ne faisons que jeter les bases d'une rectification politique. Nous avons traversé la ligne de classe, et il est nécessaire et urgent de réaffirmer le programme internationaliste prolétarien du léninisme, et de lutter pour ce programme.

– 27 avril

Attaques racistes...

Suite de la page 2

détermine le programme politique des bureaucrates syndicaux, c'est qu'ils se basent sur une couche de travailleurs relativement bien payés qui, avec l'âge, l'ancienneté et la qualification, deviennent plus conservateurs. Près de 30 % des membres de la CGT seraient aujourd'hui dans la catégorie des ingénieurs, techniciens et cadres (voir la *CGT et la recomposition syndicale*, sous la direction de Françoise Piotet). Même la CGT, qui reste le syndicat le mieux implanté dans la classe ouvrière, se concentre dans le secteur public et dans les grandes entreprises, une grande partie du reste étant constitué de déserts syndicaux où règne l'arbitraire patronal.

Du fait de leurs menus privilèges, les bureaucrates syndicaux s'identifient aux intérêts de leurs propres capitalistes contre leurs rivaux. Lénine dénonçait en mars 1915 les tendances dans le mouvement ouvrier qui prônaient la paix sociale et admettaient le patriotisme bourgeois, et il ajoutait :

« Certaines couches de la classe ouvrière (la bureaucratie au sein du mouvement ouvrier et l'aristocratie ouvrière qui bénéficiaient d'une parcelle des revenus provenant de l'exploitation des colonies et de la situation privilégiée de leur "patrie" sur le marché mondial), ainsi que les compagnons de route petits-bourgeois au sein des partis socialistes, ont constitué le principal appui social de ces tendances et se sont faits les véhicules de l'influence bourgeoise sur le prolétariat. »

La pression accrue des impérialistes allemands sur leurs rivaux européens ces derniers temps est due au fait qu'ils ont réussi, avec la participation du SPD au gouvernement de 1998 à 2009 et avec l'aide des bureaucrates syndicaux, à réduire significativement les salaires et développer massivement le travail précaire sous-payé. En France les salaires sont déjà tellement bas qu'il n'y a pas grand-chose à rogner si les capitalistes veulent une main-d'œuvre qui puisse se concentrer sur son travail et non pas sur son estomac vide. Là où les capitalistes ordonnent au gouvernement d'agir, c'est pour la réduction des salaires indirects ou retardés, à commencer par les retraites. C'est la prochaine attaque qui est à l'ordre du jour.

La famille, première source d'oppression de la femme

Les femmes sont visées plus encore que les hommes par le démantèlement des retraites. Non seulement elles ont dès l'embauche un salaire plus bas que les hommes à travail égal,

mais elles ont moins d'annuités du fait des années de congés prises pour s'occuper des enfants. Les mères étaient jusqu'à présent créditées de deux annuités supplémentaires par enfant élevé, mais cette compensation est en train de leur être retirée en partie.

L'oppression spécifique des femmes prend son origine dans l'institution de la famille. Friedrich Engels explique dans son ouvrage *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* que la famille est apparue au moment où le développement de l'agriculture permettait de dégager un surplus social excédant la subsistance de base. Dès lors pouvait se développer une classe oisive s'appropriant ce surplus et la famille apparaissait comme la cellule qui allait permettre l'héritage et par là même le transfert de la propriété privée. Avec l'apparition de la propriété privée est apparu l'Etat pour défendre celle-ci. L'Etat est constitué de bandes d'hommes armés pour défendre la propriété privée des moyens de production ; ce sont les flics, les juges, l'armée, les matons. Au sein de la famille, la femme est dès lors considérée comme simple force de reproduction, celle qui engendrera les enfants auxquels sera transmise la propriété privée. L'institution de la religion, celle de la famille ainsi que l'école inculquent à la classe ouvrière la superstition, la docilité, la soumission et le respect pour l'ordre établi, indispensables à l'exploitation capitaliste.

Le rôle indispensable de la famille est d'élever la prochaine génération. C'est cette fonction qui doit être remplacée et qui ne peut pas simplement être abolie. Sous le capitalisme, la jeunesse, dans son immense majorité, est destinée à l'esclavage salarié et à servir de chair à canon dans l'armée bourgeoise, et la famille joue un rôle important en lui apprenant à obéir à l'autorité. C'est aussi dans la famille qu'est en grande partie inculquée l'arriération religieuse, qui constitue un frein idéologique à une prise de conscience politique. Remplacer cette fonction de la famille pour en finir avec l'institution elle-même, cela exige la **collectivisation** des tâches ménagères et de l'éducation des enfants, et non un simple repartage des tâches ménagères au sein du couple. Cela exige l'expropriation de la bourgeoisie et en dernier ressort l'instauration d'une économie socialiste internationale. Il faudra, comme avaient commencé à le faire les bolchéviks après la Révolution russe de 1917, des crèches, des cantines, des laveries collectives et gratuites. Je vous renvoie à notre article publié dans *Spartacist* sur la Révolution russe et la lutte pour l'émancipation des femmes (édition française n° 37, été 2006).

Les acquis de 1917 et l'Afghanistan

Nombre des acquis pour les femmes en Union soviétique ont été remis en cause au fur et à mesure de la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique. Staline et sa clique ont arraché le pouvoir politique à la classe ouvrière à partir de 1924 du fait de l'isolement de la Révolution russe (notamment l'échec de la Révolution allemande en 1923) et de l'arriération économique d'un pays où dominait numériquement la petite paysannerie. Mais la collectivisation des moyens de production sur laquelle reposaient les acquis de la Révolution de 1917 demeuraient toujours. Et nous avons défendu bec et ongles ces acquis jusqu'à la contre-révolution capitaliste qui a détruit l'URSS au début des années 1990 et qui a réintroduit la brutalité du système capitaliste et provoqué une misère sans nom dans l'ex-URSS et les anciens pays d'Europe de l'Est. Gorbatchev a donné le signal de ce qui allait arriver en retirant l'Armée rouge d'Afghanistan en

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK 

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*

Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €

Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre de la Société d'édition 3L

LB, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6, Canada

1989. Mais c'est justement grâce aux acquis de 1917 que l'URSS a pu jouer un rôle progressiste lorsqu'elle est intervenue en Afghanistan fin 1979.

La question femmes et celle du voile étaient au cœur du conflit. Lorsque l'armée soviétique est entrée en Afghanistan en décembre 1979, nous avons dit « *Salut à l'Armée rouge ! Etendez les acquis sociaux de la révolution d'Octobre aux peuples d'Afghanistan* ». La défense de l'Union soviétique était posée contre l'impérialisme, et il est clair que l'intervention soviétique était progressiste. L'Armée rouge avait été envoyée à la demande du gouvernement nationaliste de Kaboul qui tentait de réduire le prix de l'épousée et d'introduire une réforme agraire. Dans ce pays terriblement arriéré, sans classe ouvrière, ces modestes mesures avaient provoqué une « guerre sainte » des islamistes réactionnaires contre le gouvernement. Ces derniers jetaient du vitriol aux femmes dévoilées et tuaient les instituteurs qui éduquaient les jeunes femmes. Les impérialistes se sont mis à financer et armer massivement les islamistes pour tuer le plus possible de soldats soviétiques, visant ainsi à la contre-révolution en URSS même.

Mais LO et la LCR (prédécesseur du NPA de Besancenot) se sont retrouvées avec les impérialistes et les *moudjahidin* armés par la CIA. A l'époque, LO a condamné l'intervention soviétique en la comparant au Vietnam, ce pays martyrisé par les impérialistes français puis américains. La LCR a exigé à partir de 1981 le retrait soviétique d'Afghanistan, condamnant la « réaction » et la « répression soviétique » que représentait selon elle l'intervention de l'Armée rouge. Ils étaient pour le commandant *moudjahidin* tadjik Massoud, qu'ils présentaient comme un progressiste afghan luttant à la fois contre les Soviétiques et les impérialistes. Ce même Massoud a été au pouvoir à Kaboul entre 1992 et 1996 ; il a restauré la charia et *réimposé la burqa aux femmes*. En 2001 ce sont ses forces qui ont servi de forces terrestres à l'OTAN lors de l'attaque impérialiste et de cette guerre qui dure encore à ce jour. Les impérialistes maintiennent aujourd'hui à bout de bras un régime pro-impérialiste en Afghanistan basé sur la charia. Nous exigeons le retrait immédiat des troupes françaises et de toutes les autres troupes de l'OTAN d'Afghanistan. Les talibans qui aujourd'hui combattent les troupes impérialistes sont les ennemis mortels des femmes et de toute perspective de libération nationale ou sociale. Mais lorsqu'ils portent leurs coups contre les forces impérialistes et leurs laquais, ces actions sont dans l'intérêt du prolétariat international. Toute victoire des impérialistes annonce de nouvelles guerres de pillage. Tout revers favorise les luttes des travailleurs et des opprimés dans le monde entier.

Les marxistes et la religion

Marxistes, et donc athées, nous sommes contre le voile, à la fois un symbole et un instrument de l'oppression des femmes. Le voile de la tête aux pieds est une prison ambulante qui exclut les femmes de la société ; il incarne la soumission des femmes aux hommes, leur statut social inférieur. Nous sommes solidaires des millions de femmes qui luttent pour échapper à la tyrannie du voile, que ce soit dans le monde islamique ou dans les centres impérialistes. En même temps, nous sommes opposés à l'interdiction par l'Etat du voile islamique ou de la burqa. Ce sont des mesures racistes et discriminatoires contre les musulmans, typiques de la poli-



LP/Pascal Kyriasis

Le gouvernement accuse de polygamie le réactionnaire islamiste Liès Hebbadj pour justifier son projet de loi raciste contre les femmes voilées, multiplier les déchéances de nationalité et expulser ceux déclarés non conformes à la République capitaliste. Hortefoux, Besson, bas les pattes devant Hebbadj !

tique des capitalistes de diviser pour mieux régner.

L'interdiction du voile, soi-disant dans le but d'intégrer les musulmans dans la société, a en réalité conduit à l'expulsion de jeunes femmes musulmanes de leur école en les isolant encore plus. Les mesures envisagées pour interdire la burqa dans les lieux publics ne feraient que renforcer cette oppression en enfermant définitivement ces femmes chez leur mari. On peut voir le cynisme complet des capitalistes et de la gauche sur cette question, notamment de Lutte ouvrière, quand on pense qu'ils ont soutenu des réactionnaires qui voulaient imposer le voile en Afghanistan contre le régime prosoviétique.

L'Etat raciste français utilise aujourd'hui la « laïcité » pour attaquer les femmes musulmanes qui portent le voile. Le principe de la laïcité de la Révolution française vient de la lutte pour protéger la liberté d'expression et pour arracher la société des mains de l'Eglise catholique. Nous défendons la laïcité et la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mais il est ridicule de considérer l'Etat français aujourd'hui comme « laïc » : près du cinquième de l'enseignement primaire et secondaire en France demeure sous l'emprise des prêtres tout en étant financé par l'Etat. De plus l'école publique demeure influencée par l'obscurantisme catholique et les écoles sont fermées le mercredi après-midi pour permettre le catéchisme.

La « laïcité », d'instrument de lutte contre l'institution féodale du Vatican, est devenue un cri de guerre, souvent doté d'une connotation raciste, contre la population d'origine immigrée musulmane. Nombre de jeunes confrontés à la ségrégation raciste cherchent dans l'islam un refuge et une illusoire dignité retrouvée. C'est pour cela que Marx appelait la religion « *le cœur d'un monde sans cœur* » ; c'est « *l'opium du peuple* », une illusoire croyance dans un meilleur au-delà.

La religion doit être une question privée par rapport à l'Etat mais nous considérons comme une *obligation* pour le parti marxiste d'avant-garde de lutter contre tout obscurantisme religieux. Nous considérons avec Lénine les organisations religieuses de toutes sortes comme des organes de la réaction bourgeoise, servant à défendre l'exploitation et à intoxiquer la classe ouvrière. Nous devons apprendre aux masses à lutter de façon cohérente, organisée et consciente contre les *racines* de la religion, contre *le règne du capital*

sous toutes ses formes. Afin que la classe ouvrière lutte pour le socialisme, il faut qu'elle se débarrasse de tout préjugé, de toute arriération sociale, notamment religieuse.

Il faut bien comprendre le rôle de la « laïcité » dans l'histoire de la collaboration de classes en France. A partir de l'affaire Dreyfus à la fin des années 1890 s'est consolidé un bloc politique du ou des partis ouvriers avec les radicaux bourgeois contre les autres partis bourgeois qui étaient davantage liés au Vatican (et/ou contre les fascistes par la suite) ; sous couvert de défendre la République contre les cléricaux monarchistes et les antisémites, le « socialiste » Millerand était entré dans un gouvernement bourgeois en 1899, ce qui était une première dans la Deuxième Internationale.

La séparation de l'Église et de l'État fut finalement adoptée en 1905 sur la base d'un compromis avec le Vatican, mais l'unité de la gauche « laïque » est demeurée le ciment du front populaire dans ce pays. Une partie importante des chevènementistes, des réactionnaires bourgeois « laïcs », prend maintenant toute sa place dans le « Parti de gauche » de Jean-Luc Mélenchon. Ou encore, LO, sans le moindre état d'âme, fait partie de la majorité municipale chevènementiste qui dirige la ville de Belfort. Par contre, même des partis sociaux-démocrates aussi droitiers que le PCF ou le NPA ne votent qu'à contrecœur (mais ils le font, comme par exemple à Marseille lors des municipales de 2008) pour le MoDem, dont le dirigeant François Bayrou est un chrétien-démocrate. Pourtant c'est fondamentalement la même trahison de classe de faire alliance avec le bourgeois « de droite » Bayrou ou avec les bourgeois « de gauche » chevènementistes ou verts.

Les réformistes français se mettent au garde-à-vous même face au gouvernement dès que celui-ci invoque la « laïcité » dans ses campagnes racistes contre la population d'origine immigrée musulmane. A l'automne 2003 déjà, après la défaite ouvrière sur les retraites, le gouvernement avait lancé la campagne sur le voile pour empêcher une reprise des luttes parmi les profs, chez qui la « laïcité » est un principe... sacré. Et la gauche avait capitulé, voire activement pris part à cette campagne raciste.

Le NPA et la question du voile

Pour ce qui est du NPA, la présentation de sa candidate voilée dans le Vaucluse a déclenché des vociférations de tous côtés, notamment du côté de la droite la plus raciste. Lors d'une élection vous vous présentez sur un programme. Dans le cas présent, c'était la capitulation à l'oppression des femmes et à l'obscurantisme religieux, sous couvert d'antiracisme. Dans ce monde façonné par la contre-révolution capitaliste du début des années 1990 en URSS, il y a une régression de conscience terrible, que le NPA représente de façon très concrète en présentant une candidate voilée comme un symbole de la lutte pour l'émancipation.

Pour se faire une idée du cynisme et de l'hypocrisie du NPA il faut savoir que le porte-parole national du NPA pendant cette campagne électorale était Pierre-François Grond. Cet individu a été en septembre 2003 l'un de ceux qui ont dirigé la lutte pour exclure Alma et Lila Lévy, deux jeunes



Franck Fife

Villiers-le-Bel, 25 novembre 2008 : marche pour Mohsin et Lakamy, tués en moto par une voiture de flics un an plus tôt.

filles voilées, d'un lycée d'Aubervilliers. Le cas d'Alma et Lila avait servi d'ouverture pour la campagne raciste de Chirac qui avait débouché sur la loi de 2004 excluant les jeunes femmes voilées des lycées (voir notre article dans *le Bolchévik* n° 167, mars 2004). Maintenant le NPA a des débats sur cette question, mais sûrement pas parce qu'il aurait soudainement découvert que les marxistes luttent contre l'arriération religieuse et anti-femmes. La véritable raison c'est que ces opportunistes ont perdu des voix à cause de cette affaire et qu'ils ont maintenant perdu la main à la « gauche de la gauche » au profit du bloc laïc-républicain PCF-Mélenchon.

La capitulation sociale-démocrate de LO aux campagnes racistes

Lutte ouvrière quant à elle est allée très loin dans la campagne de la bourgeoisie contre les jeunes filles voilées. Elle a pris part avec Grond à l'exclusion d'Alma et Lila et elle s'est ensuite félicitée de la loi raciste interdisant le port du voile. A Vénissieux en banlieue lyonnaise LO fait partie de la majorité municipale du maire PCF André Gérin, qui est à l'origine de la campagne qu'a reprise Sarkozy récemment pour faire interdire la burqa. La polémique de LO contre le NPA parue dans le dernier numéro de leur revue *Lutte de classe* (n° 126, mars) présente le NPA comme s'il était uniformément en faveur de sa candidate voilée. LO n'a rien à dire contre l'aile républicaine-laïcarde du NPA, car elle est fondamentalement d'accord avec celle-ci. D'ailleurs LO a longtemps été connue pour ses accointances avec Fadela Amara, une militante du PS qui avait monté l'organisation Ni putes ni soumises avant de finir dans le gouvernement de Sarkozy.

LO part de la constatation évidente que les formes d'oppression spécifiques, comme l'oppression des femmes, des Maghrébins et des Noirs, des homosexuels, divisent la classe ouvrière. Mais sa conclusion est de faire disparaître ces questions avec des incantations que la lutte économique elle-même permettrait de surmonter ces divisions. Elle écrit par exemple dans sa polémique contre le NPA : « Si la grande majorité de la population d'origine musulmane est soumise par les autorités à des mesures discriminatoires, vexatoires, c'est bien plus pour des raisons sociales que pour des raisons

religieuses » ; et elle conclut son article en écrivant : « *Le problème n'est pas de se pencher avec condescendance sur les malheurs des travailleurs originaires du monde musulman, mais de combattre pour leur ouvrir la seule perspective qui vaille, une société où les travailleurs de toutes origines, de toutes cultures, exerceraient ensemble le pouvoir dans leur intérêt commun.* »

LO contribue à diffuser et à perpétuer l'arriération sociale dans le prolétariat français en refusant de lutter pour que la classe ouvrière prenne la direction de la lutte des opprimés contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation dans la société bourgeoise. C'est seulement de cette manière que la classe ouvrière acquiert une compréhension globale du système d'oppression capitaliste et qu'elle peut prendre la tête d'une lutte générale de tous les opprimés pour renverser le capitalisme lui-même et établir sa propre dictature. Cette conception a été développée par Lénine dès 1902 et elle a permis au Parti bolchévique 15 ans plus tard de prendre le pouvoir.

En 2005, nous avons ainsi appelé la classe ouvrière à se mobiliser pour défendre les jeunes de banlieue en révolte contre la terreur raciste, alors que LO avait signé un appel à rétablir l'ordre « républicain ». Plus récemment en septembre, LO dénonçait la campagne de Sarkozy contre l'insécurité comme « *une campagne publicitaire* » et disait que la délinquance ne baissait pas malgré les promesses (*Lutte Ouvrière*, 4 septembre 2009). Cela montre le soutien honteux de LO à cette campagne et il faut savoir que LO a soutenu une manifestation de flics en 2001. Les flics sont le bras armé de l'Etat bourgeois, ceux-là mêmes qui font régner la terreur raciste dans les banlieues. Cela en dit long sur cette organisation : elle défend le système bourgeois malgré ses prétentions de « communisme ».

Pourquoi le mouvement ouvrier doit lutter contre la ségrégation raciste

Aujourd'hui nous voyons la terreur raciste du gouvernement Sarkozy, mais la ségrégation et la terreur racistes sont inhérentes à la gestion du capitalisme, que ce soit sous un gouvernement de droite ou de gauche. C'est Mitterrand qui a mis en place le premier plan raciste Vigipirate en 1991 à l'occasion de la guerre du Golfe, et celui-ci a été régulièrement réactivé depuis, notamment en 2001 par le gouvernement Jospin puis par Sarkozy. Des expulsions d'immigrés ont eu lieu sous le front populaire de Jospin ; le PS tout comme une partie du PCF ont voté la loi raciste de 2004 sur le voile. Les jeunes des banlieues sont décriés comme étant des « délinquants » (sous Jospin-Buffet c'était des « sauvegeons »), voire des « terroristes en puissance ».

Les vrais terroristes c'est l'Etat qui terrorise et massacre à l'extérieur de ses frontières et qui terrorise et tue les jeunes de banlieue avec force renforts de flics de toutes sortes, de caméras de surveillance et autres couvre-feux. Ajoutez à cela un grand nombre de lois visant à criminaliser la jeunesse des banlieues. Dans les municipalités PS ou PC dans lesquelles LO et NPA ont des conseillers, il y a surenchère pour toujours plus de flics et vous voyez cette police municipale organisée par le maire qui tourne sans cesse dans les rues.

Ce sont les jeunes qui sont le plus frappés par la crise. Le quart des jeunes actifs de 15 à 24 ans sont maintenant sans emploi. Dans les quartiers pauvres où l'oppression raciste et de classe s'y ajoute, le chiffre approche ou dépasse même les 50 %. Un jeune Français sur 9 termine l'école sans aucune qualification ni diplôme mais cette proportion monte à 1 sur 6

pour ceux nés de parents maghrébins. La réponse du gouvernement est de carrément jeter ces jeunes hors de l'école. De nombreux jeunes dans les cités sont les descendants des immigrés qui ont créé les richesses du pays après la Deuxième Guerre mondiale, les travailleurs les plus exploités et les moins payés. Mais ces jeunes ont peu de chances d'obtenir un emploi stable en cette période de déclin impérialiste ; ils se trouvent toujours au bas de l'échelle au sein de la classe ouvrière, avec les emplois les plus difficiles, les plus mal payés et les plus précaires. La bourgeoisie utilisait autrefois les immigrés et leurs enfants comme armée de réserve de chômeurs. En période de crise les jeunes d'origine immigrée à la deuxième ou troisième génération paraissent aux yeux des capitalistes comme une population excédentaire inutile. Ces jeunes se sont révoltés en 2005 et face à ce spectre la réponse du gouvernement est toujours la même : plus de répression dans les banlieues, plus de raids au petit matin de centaines de flics en tenue de combat bouclant des quartiers entiers, plus de harcèlement quotidien.

Les jeunes des banlieues n'ont pas par eux-mêmes la puissance sociale pour imposer des changements substantiels. C'est la classe ouvrière organisée qui doit défendre les immigrés, les minorités, les jeunes des banlieues. Elle doit les défendre, qu'ils soient eux-mêmes ouvriers ou non, contre l'Etat capitaliste ; elle doit lutter contre les expulsions et pour les pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici. Il en va de l'unité de la classe ouvrière multiethnique et multiraciale de ce pays ; il en va de sa capacité à se défendre contre les attaques de la bourgeoisie. Cela exige une lutte intransigeante contre ceux qui sont aujourd'hui la direction du prolétariat, il faut une lutte pour construire un parti d'avant-garde.

L'oppression des jeunes de banlieue ne fait pas d'eux spontanément des révolutionnaires. Le désintérêt pour la politique est même particulièrement marqué aujourd'hui chez eux, suite aux trahisons dont ils ont été victimes de la part des sociaux-démocrates depuis 30 ans et plus. L'antisémitisme est persistant, l'islam rigoriste serait même en augmentation chez les jeunes, davantage que chez leurs parents. Pourtant, du fait même de leur aliénation par rapport à l'ordre bourgeois raciste français, les jeunes travailleurs issus de l'immigration maghrébine, ouest-africaine et antillaise seront amenés à prendre une place disproportionnée dans le parti ouvrier d'avant-garde que nous cherchons à construire.

Le protectionnisme, un poison chauvin pour la classe ouvrière

Avec la crise économique les rivalités s'exacerbent entre les capitalistes. Au niveau international les différences de dynamisme entre les différentes économies nationales renforcent les frictions. On a vu ces dernières semaines les tensions entre la France et l'Allemagne survenues à propos de la Grèce, mais qui reflètent plus largement le fait que les capitalistes allemands espèrent sortir renforcés de la crise et veulent consolider leur hégémonie sur le reste de l'Europe. Pour protéger leurs capitalistes nationaux les différents Etats ont recours à des manœuvres protectionnistes de plus en plus marquées. La France se plaint que les USA aient fermé leur marché des avions ravitailleurs à Airbus, les Etats-Unis nationalisent GM et essaient de démolir Toyota, l'Allemagne proteste que la France a verrouillé son marché ferroviaire et électrique, etc.

Les bureaucrates syndicaux encouragent l'idée chauvine que l'ennemi principal n'est pas la bourgeoisie française mais



Charles Platiau/Reuters

Les flics attaquent brutalement les travailleurs devant le siège de Total à la Défense, le 8 mars.

les bourgeoisies rivales de celle-ci. On les a vu organiser la séquestration de cadres dans les usines « étrangères » comme Caterpillar ou Molex. A Caterpillar lors d'un rassemblement à Grenoble ils ont brûlé un drapeau américain. Mais l'exploitation reste l'exploitation, quelle que soit la nationalité de celui qui exploite.

Les directions syndicales partagent complètement la politique protectionniste qui vise à défendre les emplois pour les Français contre ceux pour les ouvriers d'autres pays. Nous avons reproduit dans *le Bolchévik* n° 188 (juin 2009) un article de nos camarades britanniques contre une grève réactionnaire et protectionniste l'an dernier en Angleterre. C'était à Lindsey, une raffinerie où les ouvriers ont fait grève pour que les emplois soient réservés aux ouvriers britanniques. Cette grève était soutenue par les fascistes, la bureaucratie syndicale travailliste et aussi le groupe taaffiste dont l'organisation sœur en France est la Gauche révolutionnaire, un des courants du NPA.

Le mouvement ouvrier ne doit pas se préoccuper de savoir *qui* les entreprises embauchent mais *sur quelle grille salariale et dans quelles conditions de travail*. En effet les patrons cherchent à « niveler par le bas » les salaires et les conditions de travail de tous les ouvriers en dressant les nationalités les unes contre les autres. Donc une grève digne de ce nom devrait contrer ces tentatives patronales en exigeant : *Tout travail doit être rémunéré au tarif syndical en vigueur, quelle que soit la personne qui occupe l'emploi, à travail égal, salaire égal !* Le prolétariat doit se réapproprier le programme de solidarité internationale et de lutte que Marx et Engels avaient inscrit il y a plus de 160 ans sur l'étendard du mouvement communiste : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

Les bureaucrates syndicaux, eux, s'unissent en règle générale à leurs propres capitalistes. Ils ont pris part aux états généraux de l'industrie française décrétés par Sarkozy, qui promettait des milliards à Renault et Peugeot à condition qu'ils ne ferment des usines qu'à l'étranger. Lutte ouvrière n'a, à notre connaissance, pas protesté car cette organisation a des positions clés dans la bureaucratie syndicale de ces constructeurs. Pour ce qui est du NPA, au moment de la grève dans les raffineries de Total, il s'est prononcé contre la délocalisation d'une raffinerie en Arabie saoudite tout en

déendant la qualité des critères sociaux et environnementaux de la belle France par rapport à ce pays.

Pour des mobilisations ouvrières/immigrées contre les fascistes

La campagne électorale de Marine Le Pen (Front national) dans le nord du pays était basée en particulier sur la lutte pour défendre les emplois français. Le succès de cette campagne populiste a été préparé par les campagnes chauvines des réformistes, notamment de la direction du PCF et de la CGT, pour une politique industrielle pour l'impérialisme français. C'est un exemple très concret montrant comment les réformistes, avec leur politique protectionniste, font le lit du fascisme dès que la crise économique s'exacerbe un peu. Dans toute l'Europe il y a une remontée des fascistes et de l'extrême droite populiste et raciste. Les fascistes sont des bandes d'hommes armés extraparlimentaires

que la bourgeoisie tient en réserve pour le moment où les bonnes vieilles méthodes parlementaires et policières ne suffisent plus à maintenir l'ordre bourgeois.

Le système capitaliste décadent fournit les conditions sociales dont les fascistes se nourrissent et donc une lutte contre les fascistes est inséparable d'une lutte pour la révolution socialiste. Mais quand *Tout est à nous* du 18 mars, le journal du NPA, déclare « *Au-delà des élections, il est urgent et nécessaire de reconstruire un front antifasciste et anti-raciste large* », cela donne le ton : ils vont chercher à mobiliser un bloc politique avec la bourgeoisie au nom de la lutte antifasciste, un « front populaire ». Ils avaient fait le coup de manière obscène en 2002 en appelant à voter Chirac contre Le Pen. Depuis les années 1930, derrière l'« antifascisme » des réformistes c'est le front populaire qui se profile. C'est aux antipodes de ce qu'est un réel combat contre le fascisme : il faut des mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser cette vermine. Mais Besancenot au contraire débat avec Marine Le Pen à la télévision, ce qui donne une légitimité aux appels au meurtre des fascistes. Il faut mobiliser le pouvoir social des syndicats pour défendre les immigrés et les minorités et cela exige une lutte politique sérieuse contre les directions syndicales.

Comment gagner la classe ouvrière à un programme révolutionnaire

Il n'y a pas de solution sous le capitalisme. Il n'y a pas de raccourci à la construction d'un parti ouvrier multiethnique internationaliste. La conscience immédiate de la classe ouvrière est ce que nous appelons avec Lénine une conscience trade-unioniste (syndicale), à savoir qui se limite à lutter pour de meilleurs salaires par exemple. Le parti révolutionnaire que nous construisons lutte pour introduire dans la classe ouvrière une conscience révolutionnaire. Nous luttons pour gagner l'avant-garde de la classe ouvrière, ceux qui en seront les meilleurs combattants et qui à chaque moment montreront le chemin vers la révolution en liant les revendications immédiates de la classe ouvrière à la lutte pour la révolution.

Et pour cela nous nous basons sur le *Programme de transition* écrit en 1938 par Trotsky comme document fondateur de la Quatrième Internationale. Mais si la Quatrième

Internationale a bien un programme, organisationnellement elle a été détruite dans les années 1950 par les pablistes, les prédécesseurs du NPA d'aujourd'hui. Ce programme est à l'opposé du blabla réformiste du NPA ou de LO. Je donnerai simplement les deux exemples les plus connus de leurs revendications : « interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits » et « répartition égale des richesses ». Bien naïf celui qui pense que l'on peut obtenir cela dans un système basé sur le profit.

Avec la crise économique, le chômage monte en flèche. Pour combattre la catastrophe du chômage, les travailleurs doivent mobiliser leur puissance sociale en mettant en avant des revendications essentielles, à commencer par la réduction de la durée de travail sans perte de salaire, la répartition du travail entre toutes les mains. Les salaires doivent suivre l'augmentation des prix. Il faut un programme massif de travaux publics, avec des grilles de salaires au taux syndical, pour reconstruire les infrastructures qui se dégradent et pour construire des logements sociaux de qualité, en particulier dans les cités-ghettos. Il faut lutter contre la discrimination raciste à l'embauche, dans le secteur public comme dans le secteur privé et combattre les nouvelles attaques contre le système de santé, l'enseignement et les retraites. Les travailleurs doivent exiger que les capitalistes ouvrent leurs livres de compte, ce qui montrera aux yeux de tous comment ils fraudent et dévoilera les escroqueries des banques. Ce sont là quelques-unes des revendications du *Programme de transition*. Le capitalisme ne voudra pas céder sur ces revendications qui sont pourtant toutes essentielles à la survie du prolétariat. C'est pourquoi la classe ouvrière a besoin d'une direction lutte de classe qui s'engage à lutter pour en finir une bonne fois pour toutes avec l'exploitation capitaliste en détruisant l'Etat bourgeois par la révolution socialiste.

Notre combat pour réimplanter le marxisme

Donc ceux qui veulent en finir avec ce système doivent considérer notre programme et notre combat au niveau international. Suite à la contre-révolution capitaliste en URSS la classe ouvrière n'assimile plus ses combats avec le socialisme. Il y a au cœur de la « mort du communisme » l'incrédulité



Jérôme Lallier

Cortège de sans-papiers à la manifestation du 23 mars. Ils sont en grève, seuls depuis des mois, pour obtenir des papiers. Il faudrait que les syndicats mobilisent dans la grève leurs collègues ayant des papiers pour l'emporter et faire avancer les revendications de tous.

dulité en la possibilité historique d'une civilisation communiste d'abondance. Le NPA a ainsi fait sa campagne électorale avec des partisans de la « décroissance », c'est-à-dire une réduction des forces productives. Cela revenait à dire que les travailleurs en ont encore trop ! La perspective d'une société communiste mondiale est aux antipodes de ce que veulent ces sociaux-démocrates à la petite semaine.

Mais de nouvelles luttes surgiront et nous ne devons pas exclure la possibilité qu'un soulèvement spontané contre un gouvernement de droite, impliquant une partie substantielle de la classe ouvrière, puisse mener à une situation pré-révolutionnaire, voire révolutionnaire (c'est-à-dire avec des organes de double pouvoir qui seront l'embryon du pouvoir prolétarien) alors que la majorité des ouvriers et autres travailleurs n'aspirent pas au socialisme. Pour l'instant notre tâche première pour construire ce parti d'avant-garde tellement crucial pour la classe ouvrière est de propager la vision marxiste du monde en cherchant à recruter les éléments les plus avancés, et c'est ce que nous voulons faire avec vous qui êtes là ce soir. ■

Afrique du Sud...

Suite de la page 6

Dans un article publié dans le journal *City Press* (11 avril), Andile Mngxitama, l'un des représentants du Mouvement de la conscience noire (BCM), une organisation nationaliste, résume bien la réalité de l'oppression des Noirs dans la « nouvelle » Afrique du Sud, telle qu'elle s'est révélée à la lumière de la mort de Terre'Blanche :

« Ventersdorp est l'Afrique du Sud [...]. Cette *dorpie* [petite ville] décrit très bien l'histoire de la négligence criminelle dont le gouvernement ANC a fait preuve depuis 16 ans à l'égard des masses noires. Allez voir par vous-mêmes ce que ressentent les habitants noirs. Ils sont tendus et ils ont peur, un symbole fort de l'impuissance noire, parce que le parti au pouvoir a fait un pacte avec le diable. »

Mais les conclusions de Mngxitama montrent que la variante du nationalisme défendue par le BCM est tout aussi banqueroutière que celle de l'ANC, car il colporte l'illusion que les problèmes auxquels la majorité opprimée est confrontée pourront être résolus en faisant pression sur l'ANC : « Il

[l'ANC] doit tout simplement utiliser son pouvoir politique pour changer les choses. Le problème n'est pas les racistes blancs, mais le refus de l'ANC d'utiliser son mandat politique pour en finir avec le racisme. » Ce n'est pas surprenant : Mngxitama fait couler beaucoup d'encre dans ses articles publiés dans la presse bourgeoise pour dire aux Noirs qu'ils sont opprimés, ce qu'ils savaient déjà, et la seule chose qu'il propose de faire pour remédier à cette oppression, c'est que les Noirs abandonnent leur « mentalité » d'opprimés.

Nous, Spartacist South Africa, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), demeurons fermement convaincus que l'émancipation économique et sociale de la majorité noire ne pourra être obtenue qu'avec une révolution socialiste prolétarienne et la création d'un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs, qui sera un maillon de la chaîne de la révolution socialiste mondiale. C'est l'application de la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky aux conditions particulières de l'Afrique du Sud, et une leçon cruciale de l'événement historique qu'a été la Révolution russe d'octobre 1917.

— Traduit de *Workers Vanguard* n° 958, 7 mai 2010

Grèce...

Suite de la page 24

l'ADEDY [fédération des fonctionnaires] ou ceux du PAME [tendance syndicale « En avant »] contrôlé par les staliniens – qui prône la collaboration de classes et le nationalisme grec, enchaînant ainsi la classe ouvrière à ses exploités.

Même si la colère de leur base a forcé les bureaucrates syndicaux du PASOK à appeler à des grèves, ils ont régulièrement réaffirmé leur soutien au gouvernement et à son appel à faire des sacrifices. D'une part, Papaspyros, le dirigeant de l'ADEDY, a déclaré : « *La situation est difficile pour nous tous, pour l'économie, pour le gouvernement, pour les travailleurs, pour les syndicats. Nous devons tous continuer à analyser et à évaluer la situation* » (To Vima, 14 février). D'autre part, la GSEE a refusé de participer aux grèves des 21 et 22 avril. La bureaucratie syndicale cherche à mobiliser la classe ouvrière derrière le gouvernement en colportant le mensonge que le PASOK serait un parti « socialiste ». Ils sont aidés en cela par des groupes réformistes comme le Parti ouvrier socialiste (SEK), qui prétendent que le PASOK serait un parti ouvrier réformiste. Ce n'est absolument pas le cas. Depuis sa création, le PASOK a toujours été un parti bourgeois populiste – un instrument de l'ennemi de classe, tout autant que Nea Dimokratia [Nouvelle République].

Il est nécessaire de forger une nouvelle direction des syndicats, une direction révolutionnaire convaincue que le prolétariat et les exploités capitalistes n'ont pas d'intérêts communs. Les travailleurs doivent lutter pour leurs besoins, pas pour ce que les patrons disent pouvoir donner. La classe capitaliste grecque a conduit le pays au bord de la faillite, et elle est aujourd'hui déterminée à faire payer la crise économique à la classe ouvrière. Nous disons non ! Au diable le « programme de stabilité » du gouvernement !

Une direction lutte de classe comme celle que nous voulons construire se battrait pour une série de revendications transitoires qui, comme l'expliquait Trotsky dans le *Programme de transition* rédigé en 1938, partent du niveau de conscience actuel de la classe ouvrière et de ses luttes quotidiennes contre les patrons pour aboutir à l'objectif d'une révolution prolétarienne. D'après un article publié le 21 mars dans le journal *Eleftherotypia*, « *plus de 150 000 personnes supplémentaires se sont retrouvées au chômage fin 2009. Le nombre réel est beaucoup plus élevé si l'on compte ceux qui ne travaillent que quelques heures par semaine.* » Dans le même article, le ministre du Travail, Andreas Loverdos, estimait que le taux de chômage atteindrait 12 % au mois de mars. En réalité, il est encore plus élevé. « *La GSEE affirme que le taux réel n'est pas le 11,3 % des statistiques [officielles], mais qu'il approche les 17,5 %, et qu'il y a 800 000 chômeurs* » (Kathimerini, 21 avril). Le chômage frappe le plus durement les femmes et les jeunes. D'après le Bureau national des statistiques, le taux de chômage chez les femmes est quatre fois plus élevé, et celui des jeunes est d'environ 25,8 %.

Pour lutter contre le chômage de masse, il faut exiger le partage du travail disponible, sans perte de salaire, et un programme massif de travaux publics. Pour protéger leur niveau de vie actuel – déjà un des plus bas d'Europe –, les travailleurs doivent exiger l'indexation des salaires sur l'inflation. Pour démasquer l'exploitation, le vol et la duperie des propriétaires capitalistes, les tripotages des banques, Trotsky expliquait dans le *Programme de transition* que les travailleurs doivent exiger l'ouverture des livres de compte des

capitalistes, afin de « *révéler enfin, devant toute la société, le gaspillage effroyable de travail humain qui est le résultat de l'anarchie capitaliste et de la pure chasse au profit* ». Trotsky avançait le mot d'ordre d'expropriation de certaines branches de l'industrie parmi les plus importantes pour l'existence nationale ou de certains groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasites. Contre les dirigeants réformistes traîtres pour lesquels les nationalisations étaient simplement une manière de renflouer les entreprises capitalistes, il insistait sur le fait qu'une telle revendication devait nécessairement être liée à la lutte pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Contre les capitalistes et leurs agents réformistes, Trotsky écrivait :

« Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! La "possibilité" ou l'"impossibilité" de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront mieux que tout la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste. »

– Ibid.

A bas le chauvinisme ! Pour l'unité ouvrière contre les patrons !

Le combat pour mobiliser la classe ouvrière afin qu'elle lutte pour ses intérêts de classe doit inclure une lutte contre toutes les formes de discrimination. Pour forger l'unité de la classe ouvrière, il faut absolument lutter contre l'oppression raciste des immigrés. Les travailleurs immigrés, originaires d'Albanie, du sous-continent indien, d'Afrique et d'ailleurs, sont une composante cruciale de la classe ouvrière de Grèce, et il faut les mobiliser dans le combat commun aux côtés de leurs frères et sœurs de classe grecs. Pour empêcher les capitalistes de faire des travailleurs étrangers le bouc émissaire de la crise économique, le mouvement ouvrier doit lutter pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! Halte aux expulsions !

Le racisme de l'Etat capitaliste grec est un poison qui s'est manifesté récemment pendant le défilé de la Fête de l'indépendance le 25 mars à Athènes, où une unité des forces spéciales grecques a scandé sous les caméras des mots d'ordre racistes contre les Albanais, les Macédoniens et les Turcs. Cette vidéo a été ensuite postée sur YouTube et a suscité des protestations des Albanais vivant à Athènes. Le chauvinisme à l'encontre des pays balkaniques voisins et des minorités nationales à l'intérieur des frontières est utilisé par la bourgeoisie grecque, ainsi que par toutes les bourgeoisies de la région, pour dresser les classes ouvrières les unes contre les autres et préserver la domination du capital. Dans notre déclaration de fondation, nous, Groupe trotskyste de Grèce (TOE), affirmions : « *La défense des droits des nationalités opprimées et des immigrés est la seule manière d'unir dans la lutte pour la révolution socialiste le prolétariat, qui est composé de travailleurs d'origines ethniques différentes.* » Convaincus que la question macédonienne est un test d'authenticité pour tout groupe qui se prétend internationaliste en Grèce, nous écrivions : « *Le TOE défend les droits nationaux de la minorité macédonienne en Grèce, y compris son droit à constituer son propre Etat ou à s'unir avec l'actuel Etat de Macédoine. Pleins droits démocratiques pour toutes les minorités nationales en Grèce ! Pour une fédération socialiste des Balkans !* »

A bas l'UE des patrons ! Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe !

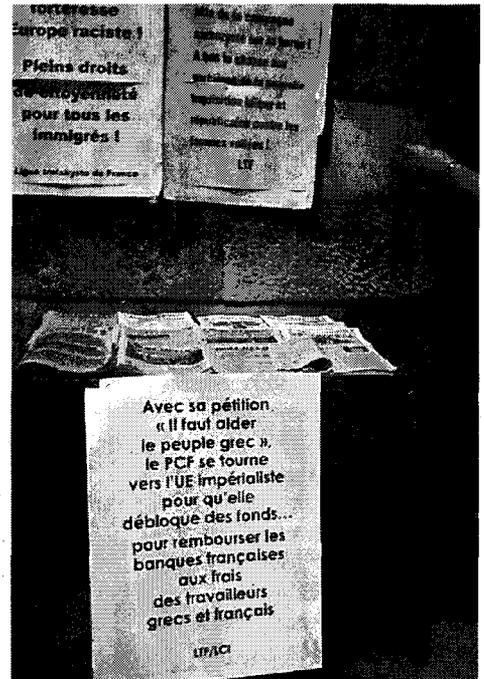
Le programme d'austérité du gouvernement PASOK est un avant-goût de ce que les patrons, dans toute l'Europe, réservent à la classe ouvrière dans le but d'augmenter le taux de profit. Le préalable au « plan de sauvetage » de l'UE et du FMI pour les capitalistes grecs est une attaque massive contre les travailleurs grecs.

En tant que marxistes, nous sommes implacablement opposés à l'UE, un bloc commercial impérialiste au sein duquel s'expriment les intérêts conflictuels des principaux Etats bourgeois européens. L'UE est aussi un instrument de la coopération des capitalistes européens contre la classe ouvrière et contre les immigrés. Notre opposition à l'UE, basée sur l'internationalisme prolétarien, est aux antipodes des attaques du Parti communiste de Grèce contre l'UE, qui sont basées sur une grossière capitulation devant le nationalisme grec. Dans un article publié le 17 avril dans son journal *Rizospastis* [Radical], le KKE a osé se déclarer préoccupé du fait que le gouvernement PASOK pourrait sous-estimer la défense de la Grèce et il a osé s'inquiéter de la frontière avec la Turquie en mer Egée. Il rapporte qu'Aleka Papariga, la dirigeante du KKE, « a rappelé l'inquiétude du Parti quant au fait que l'intégration croissante du pays dans les organisations impérialistes et leurs plans a préparé le terrain à des arrangements aux dépens de la souveraineté du pays et de ses capacités de défense ». Papariga a ajouté qu'« aujourd'hui nous nous inquiétons en plus pour la mer Egée ». La fédération syndicale PAME, dominée par le KKE, avance des mots d'ordre classe contre classe comme « avec le capital ou avec les travailleurs », mais simultanément elle en appelle au patriotisme avec des banderoles qui proclament « Se révolter contre la paupérisation du peuple, c'est cela le patriotisme. » Ce genre de nationalisme empoisonne la conscience de classe ; cela va à l'encontre de l'internationalisme prolétarien en contribuant à dresser les travailleurs de Grèce contre les travailleurs des autres pays et à renforcer le racisme anti-immigrés. Toute lutte efficace contre les attaques des patrons doit prendre pour point de départ la conviction que les travailleurs n'ont pas de patrie. Ce qu'il faut, c'est la solidarité ouvrière internationale contre le capital, dans toute l'Union européenne.

L'UE était au début un appendice de l'OTAN, à une époque où les Etats-Unis cherchaient à renforcer l'Europe de l'Ouest contre l'Union soviétique. Aujourd'hui, c'est un appendice instable des priorités économiques, militaires et politiques des capitalistes européens. La Ligue communiste internationale (LCI) est la seule organisation qui a lutté jusqu'au bout pour la défense militaire inconditionnelle de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure. Nous avons lutté pour la révolution politique ouvrière, pour chasser les bureaucraties staliniennes dont la conciliation avec l'impérialisme sapait la défense des Etats ouvriers. C'est aujourd'hui notre programme pour les Etats ouvriers déformés qui restent – la Chine, le Vietnam, Cuba et la Corée du Nord.

La crise économique mondiale actuelle est une confirmation éclatante de l'analyse marxiste de la société capitaliste et de la nécessité d'une révolution socialiste pour en finir avec le cycle expansion-récession du capitalisme, et pour instaurer une économie planifiée rationnelle, où la production sera organisée en fonction des besoins humains, et non pour les profits d'une poignée d'exploiteurs fabuleusement riches. Il est impossible de bricoler le système

Table de vente de la Ligue trotskyste. Notre panneau sur la Grèce a été remarqué lors de la manifestation du Premier Mai à Paris. Le NPA de Besancenot, lui, demande « une Europe solidaire, sociale et écologique » (le Monde, 13 mai), c'est-à-dire capitaliste.



Le Bolchévik

existant pour le mettre au service des besoins du prolétariat et des opprimés.

Alors que les travailleurs sont menacés d'une catastrophe, le maximum que des groupes réformistes comme le Parti ouvrier socialiste (SEK) ont à offrir, ce sont de minables appels au gouvernement PASOK pour qu'il « augmente les impôts des riches ». Le postulat de base de ce genre de propositions qu'avancent les réformistes comme le SEK, c'est qu'il est possible de redistribuer radicalement les richesses sans en finir avec le système capitaliste. La bourgeoisie a à sa disposition la police, les tribunaux et l'armée – les détachements d'hommes armés qui constituent le cœur de l'Etat capitaliste – pour mener la guerre à la classe ouvrière dans le but d'augmenter ses profits. Ce qu'il faut, c'est une révolution socialiste pour renverser l'Etat capitaliste et le remplacer par un Etat ouvrier qui jettera les bases de la construction d'une société socialiste. Pour cela, il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire – un parti comme celui des bolchéviks de Lénine et Trotsky, qui luttera pour un gouvernement ouvrier.

Le TOE, section sympathisante de la LCI en Grèce, cherche à construire ce parti. ■

Pour contacter la Ligue trotskyste

Paris

Le Bolchévik
BP 135 -10
75463 Paris Cedex 10
Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

LTF, Centre 316,
82 rue Jeanne D'Arc
76003 Rouen
Tél : 02 35 73 74 47

e-mail : ltfparis@hotmail.fr

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Box 7198, Station A, Toronto ON M5W 1X8

tél. : (416) 593-4138 e-mail : spartcan@on.aibn.com

Grèce : A bas le « programme de stabilité » du gouvernement PASOK !

Nous reproduisons ci-après un tract diffusé par nos camarades du Groupe trotskyste de Grèce (TOE) suite aux mesures d'austérité brutales que veut imposer à la classe ouvrière le gouvernement bourgeois populiste du PASOK (Mouvement socialiste panhellénique).

Le 5 mai une grève générale massive, la quatrième depuis le début de l'année, a de nouveau immobilisé toute la Grèce contre de nouvelles mesures d'austérité. Les protestations du 5 mai étaient les plus importantes qu'aient connues la Grèce depuis la chute de la junte des colonels en 1974. Rien qu'à Athènes, plus de 150 000 personnes y ont pris part, et il y a eu d'autres grandes manifestations dans les autres villes principales du pays.

Le gouvernement s'est jeté sur la mort de trois employés de banque, suffoqués dans un incendie causé par un cocktail Molotov le 5 mai, pour déclencher une vague de répression policière, notamment contre les anarchistes et les groupes d'immigrés. Les flics ont saccagé les locaux d'un réseau d'aide aux migrants et investi le quartier d'Exarchia, un bastion



Premier Mai à Athènes. La première banderole, du syndicat pro-KKE de l'agro-alimentaire, appelle à la « contre-attaque ouvrière jusqu'à la victoire ».

Forgeons un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique !

anarchiste ; des dizaines de personnes ont été arrêtées. Le Premier ministre Georges Papandréou a dénoncé la « violence » des manifestants, mais l'un des employés de la banque, collègue des trois victimes, a fait une déclaration largement diffusée sur Internet révélant que les employés avaient été menacés de licenciement s'ils ne venaient pas travailler ce jour-là, puis empêchés de partir quand ils avaient tenté de le faire. Le bâtiment, démuné de sprinklers et de sorties de secours, avait été cadenassé. Nous exigeons la libération des anarchistes et autres militants de gauche et des immigrés, et la levée des inculpations contre eux.

Les menaces et la répression n'ont pas intimidé les travailleurs : de nouvelles grèves et manifestations sont prévues. Contre les appels au patriotisme de Papandréou, auxquels fait écho le Parti communiste de Grèce (KKE), seul l'internatio-

nalisme prolétarien permettra de mobiliser les travailleurs de Grèce pour leurs propres intérêts, à la tête de tous les opprimés, et pour lutter pour la révolution socialiste.

* * *

Athènes, 28 avril – Les efforts du gouvernement PASOK pour faire supporter aux travailleurs le fardeau de la dette massive contractée par la bourgeoisie se heurte à une résistance acharnée de la part de dizaines de milliers de travailleurs et de retraités. Une série de grèves générales en février et en mars, suivies de deux jours de grève en avril, ont paralysé tout le pays à plusieurs reprises, bloquant les transports, les écoles, les banques et les administrations. La réaction des travailleurs au féroce « programme de stabilité » du PASOK – imposé comme condition préalable à un plan de sauvetage de l'UE et du FMI – a été : « Nous ne paierons pas ! » En mars dernier, des travailleurs en colère ont occupé

des bâtiments publics, dont l'Imprimerie nationale, pour tenter d'empêcher que les textes promulguant le plan d'austérité soient imprimés. Les employés d'Olympic Airways ont bloqué pendant plusieurs jours l'avenue Panepistimiou, l'une des artères principales du centre d'Athènes, pour protester contre les suppressions de postes.

Le « programme de stabilité » du PASOK prévoit des milliers de suppressions d'emplois, l'augmentation de l'âge de la retraite, une hausse massive du coût de la vie du fait des réductions de salaire, l'augmentation des impôts et la hausse des prix de l'essence et d'autres produits de première nécessité. Les grèves et les manifestations ont clairement démontré l'immense force sociale potentielle de la classe ouvrière. Cette puissance peut et doit être mobilisée dans l'intérêt des travailleurs eux-mêmes, pour repousser les attaques du gouvernement mais aussi pour ouvrir la possibilité d'une contre-offensive contre tout le système capitaliste d'exploitation et d'oppression. Mais une telle riposte se heurte à un obstacle majeur : la direction officielle des syndicats – qu'il s'agisse des dirigeants pro-PASOK de la GSEE [Confédération générale des travailleurs grecs] et de

Suite page 22